

# STRATÉGIES ET MÉCANISMES D'APPUI MUNICIPAL POUR UNE GESTION RESPONSABLE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES PAR LES ICI

Par Bouchra Bzioui

Essai présenté au Centre universitaire de formation en environnement  
en vue de l'obtention du grade de maître en environnement (M. Env.)

Sous la direction de M. Patrice Cordeau

MAITRISE EN ENVIRONNEMENT  
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Mai 2013

## SOMMAIRE

Mots-clés : Gestion des matières résiduelles, secteur des institutions, commerces et industries, municipalités, plan de gestion des matières résiduelles

Dans le cadre de sa politique de gestion des matières résiduelles (GMR), le Québec s'est fixé l'objectif d'éliminer uniquement le résidu ultime. L'atteinte de cet objectif concerne l'ensemble des secteurs d'activités dont le secteur des institutions, des commerces et des industries (ICI) qui contribue par plus que 41 % des matières résiduelles (MR) générées à l'échelle nationale. Les ICI sont responsables de la gestion des matières résiduelles (GMR) qu'ils génèrent mais les municipalités disposent d'un pouvoir d'intervention pour favoriser la saine GMR par ce secteur.

Ainsi, dans le cadre de leur responsabilité de gestion du territoire, les municipalités peuvent mener plusieurs actions en faveur de la GRMR par les ICI. Il s'agit principalement de la promotion des deux programmes *ICI on recycle* et *Performances des ICI*, de l'accompagnement des ICI pour bénéficier de ces programmes et de la concrétisation des actions proposées par la TRHF. D'autres mesures sont également recommandées aux municipalités à savoir l'intégration des ICI à la collecte municipale ou leur appui pour le recours à un récupérateur privé, la réalisation d'études de caractérisation du secteur des ICI pour assurer une planification appropriée, la sensibilisation et l'appui-conseil des ICI ainsi que la réglementation en faveur de la GRMR.

Pour la mise en œuvre des projets de GMR au niveau des ICI, des sources de financements ont été identifiées. Il s'agit des financements offerts par le programme *Performances des ICI* et celui de la TRHF, du financement du fonds municipal vert et celui du fonds Éco IGA.

À travers l'analyse des politiques de GMR au Québec, de leur bilan, des initiatives menées par des municipalités québécoises et à travers le monde, la présente étude propose, aux municipalités du Québec, des mesures d'appui et d'accompagnement des ICI pour la saine GMR.

## **REMERCIEMENTS**

Je tiens à remercier particulièrement Monsieur Patrice Cordeau, mon directeur d'essai, pour ses directives, son appui et sa flexibilité.

Aussi, mes remerciements s'adressent aux professionnels qui ont contribué de près ou de loin à l'émergence et la mise en œuvre de ce projet, en particulier, Monsieur Pierre Martel , Monsieur Luc Morneau et Madame Sabrina Sharron.

Je remercie également mes amies Isabelle, Laurie et Cynthia pour leurs soutiens et encouragements.

Finalement, je remercie vivement ma famille pour son soutien inconditionnel.

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION .....	1
1 MISE EN CONTEXTE .....	3
1.1 Politique québécoise de gestion des matières résiduelles.....	3
1.1.1 Rappel historique.....	3
1.1.2 Secteur des ICI dans le bilan de la GMR au Québec .....	6
1.2 Stratégies gouvernementales pour l'encadrement et l'appui à la gestion des matières résiduelles par les ICI.....	10
2 MUNICIPALITÉS ET GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DANS LES ICI .....	13
2.1 Cadre légal d'appui et d'encadrement municipal aux ICI pour la GMR .....	13
2.2 Plans de gestion des matières résiduelles et ICI .....	15
2.2.1 Régionalisation de la gestion des matières résiduelles.....	15
2.2.3 Intégration des ICI dans le cadre des PGMR.....	16
2.2.4 Performance municipale en gestion des matières résiduelles .....	18
3 STRATÉGIES ET MÉCANISMES D'APPUI AUX ICI POUR LA GMR AU QUÉBEC .....	20
3.1 Programmes conduits par Recyc-Québec pour favoriser la gestion responsable des matières résiduelles par les ICI .....	20
3.1.1 Programme <i>ICI on recycle</i> .....	20
3.1.2 Programme <i>Performance des ICI</i> .....	23
3.2 Programme de la <i>table de récupération hors foyer</i> (TRHF) .....	24
4 APPUI MUNICIPAL AUX ICI : CAS À SUCCÈS .....	27
4.1 Municipalités du Québec .....	27
4.2 La capitale nationale du Canada : Ottawa .....	32
4.3 Expériences européennes .....	33
4.3.1 La Région de Bruxelles-Capitale.....	34
4.3.2 République et canton de Genève (RCG) .....	35
5 GUIDE D'APPUI ET D'ENCADREMENT MUNICIPAL AUX ICI .....	37
5.1 Contraintes et opportunités liées à la GRMR par les ICI.....	37
5.2 Avantages potentiels de la GRMR pour les ICI et la municipalité.....	39
5.3 Rôle municipal potentiel dans le cadre des programmes de mise en œuvre de la politique ciblant les ICI.....	40
5.3.1 Les programmes administrés par Recyc-Québec.....	40
5.3.2 Programme de la TRHF .....	42

5.4 Autres actions d'appui municipal aux ICI pour la GRMR.....	43
5.4.1 Étude de caractérisation et sensibilisation .....	43
5.4.2 L'appui-conseil .....	44
5.4.3 L'intégration des petits ICI à la collecte municipale .....	44
5.4.4 L'encadrement de la GMR des ICI à travers la réglementation .....	45
5.4.5 La reconnaissance des efforts consentis par les ICI pour la GRMR.....	45
5.5 Sources de financement pour les projets de GMR au niveau des ICI.....	46
5.5.1 Le financement offert par Recyc-Québec dans le cadre du programme performance ICI .....	46
5.5.2 Le financement offert par la TRHF .....	47
5.5.3 Le financement du fonds municipal vert (FMV) .....	47
5.5.4 Le fonds Éco IGA.....	48
CONCLUSION .....	49
RÉFÉRENCES .....	51
BIBLIOGRAPHIE .....	57
ANNEXE 1 : OBJECTIFS DE <i>LA POLITIQUE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES</i> 1998-2008 EN FONCTION DU SECTEUR D'ACTIVITÉ.....	58
ANNEXE 2 : OBJECTIF DU PLAN D'ACTION 2011-2015 DE <i>LA POLITIQUE DE GESTION</i> <i>DES MATIÈRES RÉSIDUELLES</i> .....	59
ANNEXE 3 : TABLE DES MATIERES D'UN PGMR.....	60
ANNEXE 4 : ACTIONS DU PLAN D'ACTION 2011-2015 PERMETTANT L'ENCADREMENT DE LA RÉVISION DES PGMR .....	61
ANNEXE 5 : MÉTHODE DE CALCUL DE LA SUBVENTION POUR LA PERFORMANCE MUNICIPALE .....	62
ANNEXE 6 : PHOTOS D'ÎLOT RECYCLEUR ET DE COMPOSTEUR MIS EN PLACE PAR L'ÉCO-QUARTIER PETER-MCGILL.....	63

## LISTE DES FIGURES

Figure 1.1 : L'évolution de la performance de récupération au Québec en fonction du secteur d'activité .....	5
Figure 1.2 : Papier et carton éliminés en 2011 en fonction de la provenance .....	8
Figure 1.3 : Bois éliminé en 2011 en fonction de la provenance .....	9

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 : Répartition des ICI au Québec en fonction du nombre d'employés .....	6
Tableau 1.2 : Génération et valorisation des matières organiques en provenance du secteur ICI ....	8
Tableau 1.3 : Enjeux et stratégies de <i>la Politique de gestion des matières résiduelles</i> actuelle.....	10
Tableau 2.1 : Exemples de mesures, intégrées par les municipalités dans le cadre des PGMR, visant les ICI.....	17
Tableau 3.1 : Présentation des trois niveaux de reconnaissance du programme <i>ICI on recycle</i> ....	21
Tableau 5.1 : Avantages de la gestion responsable des matières résiduelles .....	39
Tableau 5.2 : Dépenses admises dans le cadre des deux volets du programme <i>Performances des ICI</i> .....	46

## LISTE DES ACRONYMES

ABP	Agence Bruxelles-propreté
BAPE	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
CDEVR	Corporation de développement économique de Victoriaville et sa région
CDL	Centre de développement local
CÉGEP	Collège d'enseignement général et professionnel
CRD	Construction, rénovation et démolition
CRE	Conseil régional des élus
CTTÉI	Centre de transfert technologique en écologie industrielle
FCM	Fédération canadienne des municipalités
FMV	Fonds municipal vert
GMR	Gestion des matières résiduelles
GRMR	Gestion responsable des matières résiduelles
Horeca	Hôtellerie, restauration et café
IBGE	Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement
ICI	Institutions, commerces et industries
LGD	<i>Loi cantonale sur la gestion des déchets</i>
LPE	<i>Loi sur la protection de l'environnement</i>
LQE	<i>Loi sur la qualité de l'environnement</i>
MAMROT	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
MDDEP	Ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
MO	Matières organiques
MR	Matières résiduelles
MRC	Municipalité régionale de comté
OSBL	Organisme sans but lucratif
PGMR	Plan de gestion des matières résiduelles
PPGD	Plan régional de prévention et de gestion des déchets
RCG	République et canton de Genève
RDD	Résidus domestiques dangereux
REP	Responsabilité élargie des producteurs
SADC	Société d'aide au développement de la collectivité
TRHF	Table de récupération hors foyer
UE	Union européenne

## LEXIQUE

3RV-E	Hiérarchie qui constitue un principe fondamental en gestion des matières résiduelles au Québec. Il s'agit de la réduction à la source, le réemploi, le recyclage, la valorisation et l'élimination (Recyc-Québec, 2007).
Biométhanisation	la production industrielle de biogaz dont le principe est de stocker la matière organique dans une cuve hermétique, appelé digesteur ou méthaniseur, pour la soumettre à l'action des bactéries. Les matières sont brassées et chauffées afin d'accélérer la fermentation et la production de biogaz (MDDEP, 2012).
Caractérisation des matières résiduelles	Description détaillée et quantifiée de chacun des éléments constituant les matières résiduelles (Olivier, 2010).
Collecte sélective	Collecte visant à ramasser, de manière séparée, les déchets ménagers dans le but de les valoriser dans des unités de traitement spécifiques. Chaque tournée est destinée à l'enlèvement d'un type particulier de déchet (Olivier, 2010).
Compostage	Un procédé biologique qui permet, sous l'action de bactéries aérobies, la dégradation accélérée de déchets organiques pour produire du compost (Olivier, 2010).
Déchetterie	Une déchetterie est un espace aménagé et gardienné servant à l'apport volontaire de matières résiduelles. Elle joue un rôle de collecte, de transit et d'orientation de ces matières vers le mode de gestion adapté à leur nature (Éco-quartier Peter-McGill, 2009).
Écocentre	Un centre de récupération de matières résiduelles qui offre aux citoyens un endroit pour déposer certaines catégories de matières résiduelles lesquelles sont par la suite recyclées, réutilisées, valorisées ou ultimement éliminés (Olivier, 2010).
Matière résiduelle	Matière périmée ou rejetée, qui est mise en valeur ou éliminée (Olivier, 2010).
Mise en valeur	Tous les modes de gestion de matières résiduelles autres que l'élimination (Olivier, 2010).
Recyclage	Utilisation, dans un procédé manufacturier, d'une matière secondaire en remplacement d'une matière vierge (Olivier, 2010).
Réduction à la source	Action préventive permettant d'éviter de générer des résidus lors de la fabrication, de la distribution et de l'utilisation d'un produit (Olivier, 2010).
Réemploi	Utilisation répétée d'un produit ou d'un emballage, sans modification de son apparence ou de ses propriétés (Olivier, 2010).
Résidu ultime	Débris sans valeur dont le mode de gestion est l'élimination (Olivier, 2010).
Responsabilité élargie des producteurs	un instrument de politique environnementale qui étend les obligations du producteur à l'égard d'un produit jusqu'au stade de son cycle de vie situé en aval de la consommation (MDDEP, 2012).
Réutilisation	Introduction d'un matériau récupéré dans un autre cycle de production que celui dont il provient (Olivier, 2010).
Service de collecte des matières résiduelles de type 3 voies	Service qui permet la collecte séparée des déchets ultimes (voie 1), des matières recyclables (voie 2) et des matières organiques (voie 3) (Olivier, 2010).



## INTRODUCTION

Durant les dernières années, le Québec s'est engagé dans la voie du développement durable à travers l'adoption de la *Loi sur le développement durable* qui s'est concrétisée par la mise en œuvre d'un ensemble de politiques et de programmes s'inscrivant dans le cadre de *La Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013*. Cette approche de développement qui cherche à favoriser l'émergence d'une économie verte respectueuse de l'environnement s'appuie sur plusieurs outils, dont *la politique québécoise de gestion des matières résiduelles*.

L'objectif principal de ladite politique est que la seule matière résiduelle éliminée au Québec soit le résidu ultime. Pour l'atteinte de cet objectif, la politique vise la création d'une société sans gaspillage à travers l'encouragement des comportements plus respectueux de l'environnement et des meilleures pratiques de consommation et de gestion des matières résiduelles (Politique de gestion des matières résiduelles, 2011).

Les institutions, les commerces et les industries (ICI) représentent un secteur qui génère 40 % des 13 millions de tonnes de matières résiduelles produites chaque année au Québec. Le taux de récupération des MR de ce secteur ne dépasse pas 50 % (Recyc-Québec, 2008).

Les ICI sont responsables de la gestion des MR qu'ils produisent. Toutefois, les municipalités disposent d'un pouvoir d'intervention auprès d'eux afin de favoriser la gestion responsable des matières résiduelles (GRMR) sur leurs territoires. Ce pouvoir repose sur la responsabilité de la municipalité en tant que gestionnaire de territoire ainsi que le processus de régionalisation de la GMR qui a été introduit par *la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008*. Ce processus consiste en l'élaboration et l'adoption d'un plan de gestion des matières résiduelles (PGMR) par les municipalités du Québec. Au niveau du PGMR, la planification de la GMR du secteur des ICI doit être considérée (Gouvernement du Québec, 2011).

Ainsi, l'intervention des municipalités québécoise auprès des ICI pour favoriser la GRMR se fait de manière volontaire. Et en l'absence d'outils permettant de diriger et de cadrer cette intervention, le niveau ainsi que la nature des initiatives municipales dans ce sens demeurent très variables d'une municipalité à l'autre.

L'objectif général de cette étude consiste à concevoir un guide qui propose aux municipalités des outils d'appui et d'encadrement aux ICI pour favoriser la GRMR. L'atteinte de cet objectif passe, premièrement, par l'analyse des politiques de GMR au Québec et de leur bilan afin de relever les contraintes et les opportunités liées à la GMR par le secteur des ICI. Ensuite, une analyse des programmes gouvernementaux visant particulièrement la GRMR par les ICI sera faite en vue d'identifier le rôle que peuvent jouer les municipalités pour la mise en œuvre et la réussite desdits

programmes. Enfin, des initiatives menées par des municipalités québécoises et par d'autres municipalités au monde seront étudiées afin d'identifier des actions duplicables dans le contexte québécois.

Pour obtenir des informations sur la politique québécoise de GMR, ses bilans ainsi que ses programmes, les documents du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEP), de Recyc-Québec ainsi que d'autres intervenants du domaine de GMR ont été consultés. Pour ce qui est des initiatives menées par les municipalités du Québec et des autres municipalités étudiées, l'information a été collectée grâce à la consultation des PGMR ou de leur équivalent, des bilans produits par les municipalités en question ainsi que les informations publiées au niveau de leurs portails. Aussi, des entrevues ont été effectuées avec des professionnels du milieu pour alimenter et bonifier les sources secondaires. La validité et la qualité des sources utilisées ont été assurées par le recours à des publications gouvernementales et municipales et des professionnels du milieu. Enfin, la diversification de ces sources ainsi que le recours, dans la mesure du possible, à celles dont l'année de publication est la plus récente sont des éléments qui ont permis de faire une analyse critique et d'actualité.

Le chapitre 1 fait un rappel historique de la politique québécoise de GMR, il dresse le bilan le plus récent de la GMR au Québec en situant le secteur des ICI. Ce chapitre présente également les stratégies gouvernementales en faveur de la GRMR par les ICI. Le chapitre 2 explique le cadre de l'intervention municipale auprès des ICI, en particulier, l'aspect de la régionalisation de cette gestion. Quant au chapitre 3, il présente les trois programmes nationaux qui ciblent particulièrement l'amélioration de la GMR par les ICI à savoir les programmes *ICI on recycle*, *Performance des ICI* et *le programme de la table de récupération hors foyer* (TRHF). Le chapitre 4 restitue les initiatives qui sont menées par des municipalités pour favoriser la GRMR par les ICI. Il s'agit de 5 municipalités québécoises en plus de la capitale Ottawa et deux autres exemples européens au niveau de la suisse et la Belgique. En fin le chapitre cinq récapitule les contraintes et les opportunités en lien avec la GMR des ICI et propose des mesures d'appui et d'encadrement municipal favorisant la GRMR par ce secteur.

## **1 MISE EN CONTEXTE**

Afin d'identifier les contraintes et les limites qui entravent la gestion responsable des matières résiduelles par les institutions, les commerces et les industries (ICI), il s'avère nécessaire de faire une analyse de la politique québécoise de gestion des matières résiduelles, de son évolution ainsi que de son bilan. Aussi les programmes ciblant les ICI dans le cadre de ladite politique seront identifiés et analysés afin de mettre l'emphase sur les opportunités en faveur d'une gestion responsable des matières résiduelles par les ICI.

### **1.1 Politique québécoise de gestion des matières résiduelles**

Depuis l'adoption de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (LQE), le Québec a connu une succession de plusieurs politiques et plans d'action cadrant la GMR. Ces politiques ont débouché sur le plan d'action actuel 2011-2015 de la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles*. Ainsi, il importe de faire un tracé historique de l'évolution de ladite politique avant de présenter le bilan de la GMR qui en résulte.

#### **1.1.1 Rappel historique**

Au Québec, l'encadrement légal de la gestion des matières résiduelles date de 1972 avec l'adoption de la *loi sur la qualité de l'environnement*. En effet, ladite loi avait dressé les modalités de contrôle ainsi que le pouvoir de réglementation du gouvernement du Québec en matière de GMR (Olivier, 2010).

Quinze ans plus tard, l'organisation d'une consultation publique a amené à l'adoption de la première politique de gestion intégrée des déchets solides en 1989 (Ménard, 2010). Outre l'introduction du principe des 3RV-E, cette politique avait fixé deux objectifs généraux, à savoir la réduction de 50 % de la quantité des matières résiduelles destinées à l'élimination à l'an 2000 ainsi que la mise en place de moyens d'élimination sécuritaires et adéquats (Olivier, 2010).

Au terme de l'échéance de cette politique, et faisant suite aux résultats du rapport du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) publié en 1997, un plan d'action dressant les axes d'une nouvelle politique 1998-2008 a mis en exergue l'échec de la politique de 1989. En effet, le taux de réduction à l'élimination qui a été fixé à 50 % s'est limité à 10,8 % (MDDEP, 2002). La principale cause de cet échec sur laquelle l'accent a été mis concerne le manque de volonté politique qui s'est traduit par l'absence de réglementation permettant d'appuyer la mise en œuvre de ladite politique.

Ainsi le plan d'action précité a été suivi par *La Politique québécoise de gestion des matières résiduelle de 1998-2008* dont l'objectif principal concerne la mise en valeur de 65 % des matières résiduelles pouvant être mises en valeur annuellement (MDDEP, 2002).

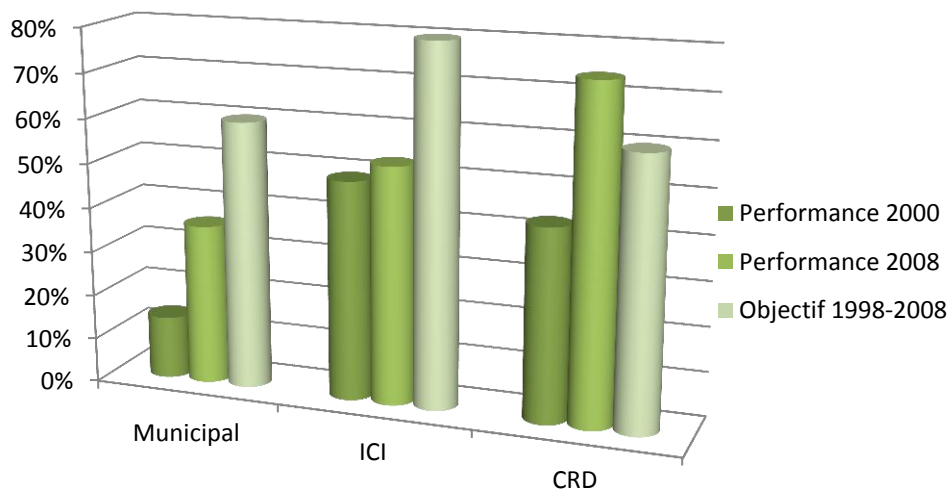
Il est à noter que cette politique avait établi deux types de distinctions sur la base des objectifs de mise en valeur souhaités :

- ✓ Une première distinction entre les secteurs d'activités, à savoir le secteur municipal, le secteur des ICI et celui de la construction, rénovation et démolition (CRD). Les objectifs de mise en valeur établis pour chacun des trois secteurs sont, respectivement, de l'ordre de 60 %, 80 % et 60 % (MDDEP, 2002).
- ✓ Une deuxième distinction entre le type de matière à mettre en valeur pour chacun des trois secteurs précités (Annexe 1).

Ces deux distinctions permettent, d'une part, la prise en compte des particularités relatives à chaque secteur, et d'autre part, l'orientation de la gestion de la récupération vers la voie de la performance (Olivier, 2010).

Au terme de l'échéance de la politique 1998-2008, le taux de récupération enregistré était de l'ordre de 57 %. Ce taux se situe en dessous de la cible fixée qui est de l'ordre de 65 % (Recyc-Québec, 2009). Ce résultat traduit la récupération et la mise en valeur de plus de la moitié de ce qui est généré en matières résiduelles dans le pays, ce qui représente une avancée importante pour la société québécoise.

Cependant, et comme le montre la figure qui suit, une différence de performance ainsi que de son évolution ont été enregistrées entre les trois secteurs d'activités. En effet, si le secteur de CRD a atteint un taux de récupération supérieur à l'objectif fixé. Les deux secteurs municipaux et ICI ont, quant à eux, enregistré des taux loin de la cible établie. Il importe de souligner que l'évolution de la performance du secteur municipal s'est avérée plus importante que celle du secteur des ICI (Recyc-Québec, 2009).



**Figure 1.1 : L'évolution de la performance de récupération au Québec en fonction du secteur d'activité** (Inspiré de Ménard, 2010)

Cette différence enregistrée au niveau de la performance de récupération entre les trois secteurs d'activité se justifie par les éléments suivants :

- ✓ Pour le secteur municipal, la modeste évolution de sa performance a été attribuée au taux de récupération des matières organiques, générées par les ménages, qui était de l'ordre de 12 % (Recyc-Québec, 2009).
- ✓ Concernant le secteur des ICI, sa faible performance s'expliquait par la baisse enregistrée au niveau de la récupération du papier/carton et des résidus organiques qui étaient, respectivement, de l'ordre de -15 % et de -14 % (Recyc-Québec, 2009).
- ✓ Quant au secteur des CRD, le succès noté à l'échelle de ce secteur résultait de la récupération grandissante des agrégats (Pierre, asphalte, brique et béton) (Recyc-Québec, 2009).

Considérant les points forts qui ont conduits à des avancées remarquables et les failles qui se sont opposées à l'atteinte des objectifs de la politique 1998-2008, une nouvelle *Politique de gestion des matières* ainsi qu'un *Plan d'action 2011-2015* ont été dévoilés en mars 2011.

Visant comme objectif général l'élimination d'une seule matière résiduelle qui est le résidu ultime, cette politique a dressé de nouveaux objectifs de performance sans considérer, cette fois-ci, la différenciation des objectifs par secteur d'activité (Annexe 2).

Ainsi, les deux objectifs phares à souligner, pour cette politique, se présentent comme suit (Gouvernement du Québec, 2011) :

- ✓ Réduire les matières résiduelles éliminées par habitant de 810 kg à 700 kg en 2015;
- ✓ Bannir l'enfouissement de la matière organique d'ici l'an 2020.

Par ailleurs, outre la réservation d'un investissement de 650 millions de dollars pour le développement d'infrastructures servant à la biométhanisation ou au compostage des matières organiques (Shirley, 2011a), la mise en œuvre de la politique 2011 a été appuyée par le lancement de quatre nouveaux programmes dont le budget total s'élève à plus de 70 millions de dollars (Gouvernement du Québec, 2011). Il s'agit du :

- ✓ Programme d'implantation de technologies et de procédés et développement des marchés;
- ✓ Programme d'économie sociale et mobilisation des collectivités;
- ✓ Programme de *Performance des ICI* en GMR;
- ✓ Programme de performance des centres de tri des matières recyclables de la collecte sélective.

### 1.1.2 Secteur des ICI dans le bilan de la GMR au Québec

Au Québec, les ICI sont au nombre de 250 000 établissements répartis en fonction du nombre d'employés selon le tableau ci-dessous:

**Tableau 1.1 : Répartition des ICI au Québec en fonction du nombre d'employés** (Charron, 2012)

% des ICI	Nombre d'employés
52 %	1 à 4 employés
46 %	5 à 99 employés
2 %	100 employés et plus

Selon le bilan 2008 de la GMR du Québec, le secteur des ICI est celui qui génère le plus de matières résiduelles avec une contribution de l'ordre de 41 % contre 35 % pour le secteur des CRD et 24 % pour le secteur municipal (Recyc-Québec, 2009).

Cependant, il est à souligner que le dernier bilan de GMR publié en décembre 2012 et qui concerne la période 2010-2011 ne permet pas d'avoir beaucoup de précisions spécifiques au secteur des ICI. D'une part, parce que ledit bilan a été élaboré sur la base des objectifs de la politique 2011 qui ne considère pas vraiment le décloisonnement entre les trois secteurs d'activité au Québec (Secteurs municipal, ICI et CRD). Et d'autre part, parce que les données de collectes municipales incluent une partie de ceux du secteur des ICI (Recyc-Québec, 2012). Ceci étant dû au fait que certaines municipalités offrent un service de collecte au profit de certains ICI présents sur leurs territoires.

Le bilan 2010-2011 a mis en avant la baisse remarquable des matières éliminées. Cette dernière est de l'ordre de 13 % en comparaison avec l'an 2008. Il s'agit de la plus grande diminution depuis 20 ans laquelle a ramené la quantité éliminée par habitant de 872 kg en 2008 à 746 kg en 2011. Cette tendance rapproche le Québec de l'objectif fixé pour l'an 2015 qui est de l'ordre de 700 kg de matières éliminées par habitant (Recyc-Québec, 2012a).

En ce qui concerne la collecte sélective, le bilan 2010-2011 fait état, entre l'an 2008 et 2010, d'une augmentation de 13 % des matières recyclables reçues par les centres de tri. La part des matières propres aux ICI a enregistré une augmentation de l'ordre de 33 % versus une augmentation de 6.8 % des matières provenant de la collecte municipale. Le taux de mise en valeur des matières provenant de la collecte municipale a connu une augmentation de 8 % en 2 ans (Recyc-Québec, 2012a).

Pour ce qui est des programmes basés sur la responsabilité élargie des producteurs qui étaient en activités en 2010. Leurs objectifs visés ont été surpassés avec des taux de récupération de l'ordre de 96 % pour les huiles usagées et 84 % pour les pneus. Aussi, les 5 000 tonnes de peinture récupérée dépassent les estimations envisagées.

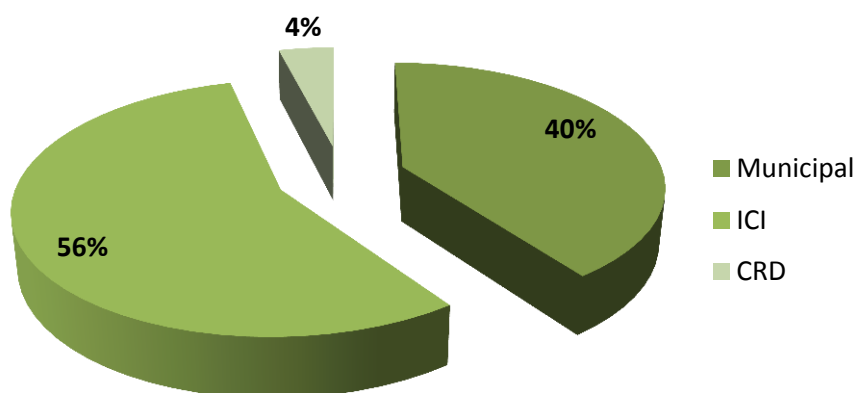
Devant l'objectif de valorisation de 60 % des matières organiques générées en 2015, le bilan a révélé que leur gestion représente le grand défi de la GMR au Québec. En effet, la génération de matières organiques en l'an 2010 s'est élevée à 4,4 tonnes. Avec un taux de valorisation qui avoisine les 20 %, les matières organiques représentent le pourcentage le plus élevé des matières éliminées à savoir 41 % (Recyc-Québec, 2012a).

Pour ce qui est du secteur des ICI, malgré qu'il contribue par 54 % des matières organiques générées au Québec, le taux de valorisation de ces dernières avoisine les 21 % seulement. Aussi, il importe de souligner que les 2/3 des matières organiques valorisées proviennent des boues des papeteries (Tableau 2), ce qui laisse croire que de grands efforts devront être faits pour mettre en valeur les matières organiques provenant du reste des ICI.

**Tableau 1.2 : Génération et valorisation des matières organiques en provenance du secteur ICI (Inspiré de Recyc-Québec, 2012a)**

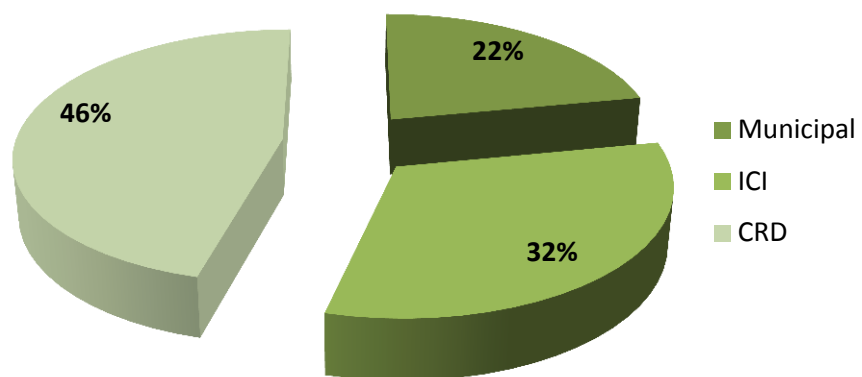
Résidus	Total généré en tonnes	Taux de valorisation
Boues de papeteries	1 251 000	28 %
Autres résidus ICI	Environ 1 166 000	Environ 14%
Total	Environ 2 417 000	Environ 21%

Dans le même cadre et sachant que le plan d'action 2011-2015 de la politique de GMR au Québec prévoit de bannir l'élimination du papier/carton et du bois, respectivement, en 2013 et 2014, il s'avère important de souligner que durant l'an 2011, le secteur des ICI a généré 56 % du papier-carton et 32 % du bois retrouvés dans les site d'enfouissement du Québec (figure 1.2 et figure 1.3). Ceci dit, l'atteinte des objectifs de la politique concernant les matières en question dépend en grande partie de l'amélioration de la performance des ICI.



**Figure 1.2 : Papier et carton éliminés en 2011 en fonction de la provenance (Recyc-Québec, 2012a)**





**Figure 1.3 : Bois éliminé en 2011 en fonction de la provenance (Recyc-Québec, 2012a)**

## 1.2 Stratégies gouvernementales pour l'encadrement et l'appui à la gestion des matières résiduelles par les ICI

Mettre un terme au gaspillage des ressources, contribuer à l'atteinte des objectifs du plan d'action sur les changements climatiques et de ceux de la stratégie énergétique et responsabiliser l'ensemble des acteurs concernés par la gestion des matières résiduelles sont les trois enjeux principaux de la gestion des matières résiduelles qui ont été soulignés par la politique de la GMR du pays (Gouvernement du Québec, 2011).

Afin de répondre à ces trois enjeux, le plan d'action 2011-2015 de GMR a dressé 10 stratégies d'intervention (Tableau 1.3).

**Tableau 1.3 : Enjeux et stratégies de la Politique de gestion des matières résiduelles actuelle**  
(Gouvernement du Québec, 2011)

Enjeux	Stratégies
Mettre un terme au gaspillage des ressources	Respecter la hiérarchie des 3RV -E
	Prévenir et réduire la production de matières résiduelles
	Décourager et contrôler l'élimination
Contribuer à l'atteinte des objectifs du plan d'action sur les changements climatiques et de ceux de la stratégie énergétique	Bannir des lieux d'élimination la matière organique
Responsabiliser l'ensemble des acteurs concernés par la gestion des matières résiduelles	Responsabiliser les producteurs
	Soutenir la planification et la performance régionales
	Stimuler la performance des ICI et des CRD
	Choisir le système de collecte le plus performant
	Connaître, informer, sensibiliser et éduquer
	Rendre compte des résultats

Dans le cadre desdites stratégies, certaines actions ont été planifiées, spécialement, pour favoriser une meilleure gestion des matières résiduelles par les ICI. Il s'agit, particulièrement, des stratégies suivantes :

La stratégie 5 : dans le cadre de l'approche de responsabilité élargie des producteurs (REP) qui a connu un grand succès se traduisant par un taux de récupération des matières visées qui dépasse les objectifs souhaités, le Québec a adopté en juin 2011 *le Règlement sur la récupération et la valorisation des produits par les entreprises* (Shirley, 2011b).

Avec l'attribution de la responsabilité de récupération et de valorisation aux entreprises qui produisent les matières visées, jusqu'à leur fin de vie utile, le règlement vise la réduction des quantités de matières résiduelles à éliminer en responsabilisant les entreprises et en favorisant la conception de produits plus respectueux de l'environnement (Shirley, 2011b).

En plus des huiles, des pneus et des peintures, quatre nouvelles catégories de produits visées par l'approche de REP ont été intégrées dans le cadre du règlement en 2012. Il s'agit des lampes au mercure, des appareils électroniques, des piles rechargeables et non-rechargeables ainsi que des antigels et des nettoyeurs à freins (UMQ, 2012). La stratégie prévoit également la désignation d'au moins deux nouveaux produits, tous les deux ans, sous la REP (Gouvernement du Québec, 2011).

Dans le même cadre de responsabilisation des producteurs, le Gouvernement prévoit l'adoption

*« d'un projet de loi pour encadrer la détermination des coûts à compenser par les entreprises pour les services municipaux de récupération et de mise en valeur des matières recyclables ainsi que le niveau de compensation »* (Gouvernement du Québec, 2011).

La stratégie 6 : Dans le cadre de la sixième stratégie de la politique de GMR, qui concerne le soutien de la planification de la performance régionale, le gouvernement prévoit, à travers l'élaboration d'un guide, d'informer les municipalités sur les moyens qui sont mis à leur disposition afin d'assurer une planification favorisant la gestion responsable des matières résiduelles par les ICI (Gouvernement du Québec, 2011). Cette incitation, de la part du gouvernement, des municipalités à accompagner le secteur des ICI pour la GMR, se traduit également par l'action 28 du plan d'action de la politique qui prévoit la redistribution des redevances consenties aux municipalités en fonction de la performance territoriale (Lavoie, 2012).

Aussi, dans le cadre de l'appui à la performance municipale, le gouvernement avait mis en place le *Programme de reconnaissance des performances des ICI* dont font partie les municipalités (Gouvernement du Québec, 2011).

La stratégie 7 : Il s'agit de stimuler la performance des ICI et des CRD. En effet, à travers l'interdiction progressive de l'enfouissement des matières organiques, et l'augmentation des redevances liées à l'élimination, les ICI seront conduits à améliorer leur performance de GMR (Charron, 2012). Le gouvernement consacre une partie de ces redevances pour le financement de

projets permettant l'amélioration des performances des ICI (Gouvernement du Québec, 2011). Il s'agit particulièrement du programme de la table de récupération hors foyer.

Dans le cadre de la même stratégie 7, et conformément à la *Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013*, la *Politique administrative pour un gouvernement écoresponsable*, connaîtra l'intégration de mesures permettant de privilégier, lors d'attribution des contrats ou des subventions, les entreprises qui font des efforts relatifs à la gestion des matières résiduelles (Gouvernement du Québec, 2011).

En plus des stratégies précitées, d'autres actions planifiées dans le cadre du plan d'action 2011-2015 de la politique de GMR et visant les 3 secteurs d'activités, apporteront un appui au secteur des ICI pour une meilleure GMR. Il s'agit particulièrement :

- ✓ Des activités d'information et de sensibilisation prévues durant les cinq années du plan d'action et auxquelles un budget de 3 millions de dollars a été accordé. Le 1/3 de ce financement est prévu pour des projets d'éducation et de sensibilisation du public à la réduction à la source et au réemploi (Gouvernement du Québec, 2011);
- ✓ Le programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage dont le financement total est estimé à 650 millions de dollars (Gouvernement du Québec, 2011).

Ainsi, plusieurs actions parmi celles présentées ci-dessus se traduisent sous forme de programmes spécifiques mis en place au profit des ICI afin de les accompagner dans la GMR. Ces programmes seront présentés et analysés dans le cadre du chapitre 3.

## 2 MUNICIPALITÉS ET GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DANS LES ICI

Ce chapitre cherche à mettre en exergue le rôle que doivent et que peuvent jouer les municipalités pour améliorer la GMR par le secteur des ICI. Ainsi, le cadre légal de cet appui municipal aux ICI sera cerné. Le lien entre l'élaboration des PGMR par les municipalités et l'intégration des ICI dans le cadre de ces PGMR est un élément qui nécessite une réflexion, laquelle sera abordée dans le cadre du présent chapitre.

### 2.1 Cadre légal d'appui et d'encadrement municipal aux ICI pour la GMR

Au Québec la gestion des matières résiduelles est encadrée par la LQE qui a été adoptée en 1972. L'adoption de cette loi a conduit à l'émergence de plusieurs règlements permettant de régir la gestion des matières résiduelles, en fonction de leurs natures et de leurs particularités (Olivier, 2010). L'ensemble des acteurs produisant des matières résiduelles sur le territoire québécois, dont les ICI, sont assujettis à cette législation.

Pour ce qui est de la responsabilité territoriale de la gestion des matières résiduelles, les municipalités ne sont pas tenues de desservir les ICI à l'instar de leur obligation envers les quartiers résidentiels. Ainsi, la responsabilité des municipalités concernant la GMR par les ICI se limite au travail de planification lequel sera expliqué dans le paragraphe 2.2. Les ICI sont tenus de réaliser les activités de gestion des matières résiduelles qu'ils génèrent et d'en assumer les coûts (Gouvernement du Québec, 2011).

Pour ce qui est de la réglementation, c'est le gouvernement qui définit les obligations des ICI qui permettraient l'atteinte des objectifs de *la Politique de gestion des matières résiduelles* et de son plan d'action. Toutefois, il est à noter qu'en vertu des articles 2, 4, 5 et 19 de *la Loi sur les compétences municipales*, les municipalités disposent d'un pouvoir de réglementation pour l'encadrement de la GMR par les ICI. Les expériences municipales révèlent que ce pouvoir de réglementation se traduit en deux types d'interventions municipales envers les ICI à savoir (Gouvernement du Québec, 2011) :

- ✓ L'imposition des modes de gestion des matières résiduelles aux ICI en vue d'atteindre les objectifs régionaux et nationaux fixés respectivement par les PGMR et la politique nationale de GMR. Dans ce sens, *le Règlement sur la préparation, la collecte et la disposition des matières recyclables et résiduelles* de la ville de Rimouski peut être cité comme exemple (Ville de Rimouski, 2012). En effet, en vertu de ce règlement qui date de 2004, la ville de Rimouski interdit aux ICI présents sur son territoire de déposer les matières recyclables dans les bacs à déchets. Ledit règlement stipule que les ICI doivent conclure des ententes

avec les entreprises privées pour la collecte des matières recyclables et d'adresser une copie de cette entente à la ville;

- ✓ Le deuxième type d'intervention municipale via un règlement concerne la proposition de ses services de GMR aux ICI. En effet, dépendamment de la volonté municipale, de la capacité du système de GMR qu'elle met en place, du nombre et de la taille des ICI, la municipalité peut offrir aux ICI un ou plusieurs de ses services de GMR, soit la collecte des déchets, la collecte des matières recyclables, la collecte des matières organiques ou l'accès aux services des écocentres. Dans ces cas, les tarifs liés aux services en question ainsi que les quantités de matières résiduelles autorisées sont définis au niveau des règlements municipaux.

Ainsi, l'analyse du cadre légal de l'encadrement municipal aux ICI concernant la GMR démontre qu'en dehors des actions de planification préconisée au niveau des PGMR et qui seront abordées dans le paragraphe suivant, toute action municipale ciblant l'encadrement de la GMR par les ICI repose, plutôt, sur la responsabilité de la municipalité en tant que gestionnaire du territoire local ou régional.

Pour ce qui est du pouvoir réglementaire municipal, il importe de souligner que l'efficacité de ce pouvoir dépend grandement de la réglementation gouvernementale qui touche directement les ICI. En effet, et conformément à l'article 3 de *la loi sur les compétences municipales*, « Toute disposition d'un règlement d'une municipalité adopté en vertu de la présente loi, inconciliable avec celle d'une loi ou d'un règlement du gouvernement ou d'un de ses ministres, est inopérante ».

## **2.2 Plans de gestion des matières résiduelles et ICI**

À travers l'analyse des aspects de régionalisation de la GMR au Québec, ce paragraphe cherche à évaluer le degré d'intégration du secteur des ICI au niveau des PGMR. La performance territoriale municipale sera également traitée puisqu'elle résulte de la performance de l'ensemble des acteurs présents sur le territoire communal dont les ICI.

### **2.2.1 Régionalisation de la gestion des matières résiduelles**

La régionalisation de la gestion des matières résiduelles est une stratégie clé pour la sensibilisation des acteurs d'une municipalité afin de favoriser une gestion régionale responsable des matières résiduelles. C'est ainsi que la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008* a permis d'attribuer aux municipalités régionales du Québec (excepté le territoire nordique) le rôle de la gestion régionale des matières résiduelles (MDDEP, 2002).

Cette responsabilisation s'est traduite, concrètement, par l'article 53.7 de la LQE lequel a obligé les municipalités régionales à se doter d'un plan de gestion des matières résiduelle durant la période entre l'an 2001 et 2003. En effet, selon la LQE, le PGMR est un outil de gestion municipale qui permet de :

- ✓ Dresser le portrait de la gestion des matières résiduelles à l'échelle de la région concernée, au moment de sa réalisation, et ce pour l'ensemble des secteurs d'activité y compris celui des ICI;
- ✓ Établir des orientations et des objectifs régionaux qui concordent parfaitement avec la politique gouvernementale en vigueur;
- ✓ Proposer un plan d'action permettant l'atteinte des objectifs fixés. Le plan d'action doit être appuyé par un budget, un calendrier de réalisation et des mesures de suivi et de surveillance (Annexe 3).

La LQE stipule qu'après l'élaboration des PGMR, ces derniers sont assujettis à un processus de validation par le MDDEP. Et suite à leur adoption, ils doivent faire l'objet d'une révision tous les cinq ans. Ainsi, l'adoption des 90 PGMR, prévue par la LQE entre 2001 et 2003, s'est plutôt étalée de 2004 à 2010 (Lavoie, 2012). Le retard enregistré à ce niveau se justifie, d'une part, par le retard qu'a connu le déblocage du budget consacré au programme, et d'autre part, par l'insuffisance dudit budget lequel a été soutenu en 2006 par l'adoption *du Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination des matières résiduelles* et le programme de redistribution de ces redevances aux municipalités pour appuyer les PGMR (MDDEP, 2010).

La régionalisation de la gestion des matières résiduelles a conduit à plusieurs succès à savoir la caractérisation des matières résiduelles municipales, l'intégration de la GMR dans l'agenda des élus, l'amélioration de la collecte de la première et de la deuxième voie et le début de la planification de la troisième voie (Lavoie. 2012). Aussi, l'importance des services offerts par les écocentres qui ont connu une grande multiplication est un autre succès à souligner.

Cependant, certaines défaillances ont été notées au niveau de la première génération des PGMR. Il s'agit, essentiellement, de leur portée inégale d'une région à l'autre, d'un manque au niveau de la planification concernant des mesures ciblant les ICI, les CRD, les maisons familiales agricoles et les boues et enfin une insuffisance a été notée à l'échelle du suivi de la mise en œuvre des PGMR (Lavoie. 2012).

Actuellement, 89 des 90 PGMR sont en phase de révision. L'encadrement de cette révision s'appuie sur les obligations prévues dans la LQE, les orientations et les objectifs de la politique nationale et du plan d'action 2011-2015 (Annexe 4) ainsi que sur les lignes directrices visant l'établissement d'un cadre de conformité des PGMR (Lavoie, 2012).

### **2.2.3 Intégration des ICI dans le cadre des PGMR**

Les municipalités régionales ont été interpellées, selon l'article 53.7 de la LQE, à assurer la planification de la gestion des matières résiduelles, sur leur territoire, qu'elle soit d'origine domestique, industrielle, commerciale ou institutionnelle. Cette planification passe par la fixation d'objectifs qui répondent à la politique nationale et par la proposition de mesures qui permettent l'atteinte de ces objectifs tout en considérant les réalités régionales. Toutefois, le manque d'orientations claires et précises concernant les mesures d'intervention municipales pour l'encadrement de la GMR par les ICI a conduit, globalement, à une absence ou un manque d'objectifs et de mesures dans ce sens au niveau des PGMR. Aussi, il ressort de la consultation de plusieurs PGMR une différence notable d'une MRC à une autre, concernant la considération des ICI dans le cadre de la planification. Ainsi le tableau ci-dessous présente des exemples de mesures qui ont été planifiées dans le cadre des PGMR de certaines municipalités.



**Tableau 2.1 : Exemples de mesures, intégrées par les municipalités dans le cadre des PGMR, visant les ICI**

PGMR	MRC	Mesures planifiées dans le cadre du PGMR visant les ICI	Références
Première génération	Communauté métropolitaine de Montréal	✓ Permettre aux petits et moyens ICI de bénéficier du service municipal de la collecte de RDD.	(Communauté métropolitaine de Montréal, 2006).
	Communauté métropolitaine de Québec-Rive-Nord	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'implantation de la tarification au poids aux ICI pour ce qui est de la collecte des déchets ultimes;</li> <li>✓ La préparation d'un projet de règlement sur l'interdiction de jeter les matières recyclables aux ordures;</li> <li>✓ Offrir le service de collecte des matières recyclables aux écoles ;</li> <li>✓ Réaliser un projet pilote de collecte de matières putrescibles auprès des ICI ;</li> <li>✓ Réaliser une étude sur les possibilités d'intégration de certains ICI à la collecte des matières recyclables ;</li> <li>✓ Offrir le service de récupération des RDD aux petits ICI.</li> </ul>	(Communauté métropolitaine de Québec, 2004).
	Ville de Sherbrooke	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Implantation progressive de la collecte municipale des matières recyclables avec un objectif de mise en valeur de 80 % ;</li> <li>✓ Offrir un service payant de collecte des matières organiques aux ICI qui en font la demande ;</li> <li>✓ Permettre aux ICI de bénéficier des services des écocentres.</li> </ul>	(Ville de Sherbrooke, 2004).
	Ville de Gatineau	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'analyse de la performance de GMR du secteur ICI;</li> <li>✓ L'analyse de la possibilité d'implanter un service de collecte et de récupération ainsi que l'imposition un règlement applicable aux ICI dans ce sens.</li> </ul>	(Ville de Gatineau, 2005)
	MRC d'Arthabaska	✓ Éducation et sensibilisation des ICI à la gestion responsable des MR et la reconnaissance des efforts de valorisation.	(MRC d'Arthabaska, 2005).

**Tableau 2.2 : Exemples de mesures, intégrées par les municipalités dans le cadre des PGMR, visant les ICI**

PGMR	MRC	Mesures planifiées dans le cadre du PGMR visant les ICI	Références
Deuxième génération (projets de PGMR)	Ville de Laval	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Offrir le service de collecte sélective aux petits ICI dont les générations sont similaires à ceux du secteur résidentiel ;</li> <li>✓ Réception des matières organiques provenant des ICI aux installations de traitement.</li> </ul>	(Ville de Laval, 2012).
	MRC de Pierre-De Saurel	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Réaliser une étude de caractérisation du secteur;</li> <li>✓ Extension du service de collecte sélective pour desservir davantage d'ICI;</li> <li>✓ Offrir le service de collecte des matières organiques à certains ICI, dont les grands générateurs de matières organiques, tel que le milieu de la restauration et de l'alimentation.</li> </ul>	(MRC de Pierre-de-Saurel, 2012).

Comme le montre le tableau précédent, deux exemples de nouveaux projets de PGMR ont été examinés afin d'y évaluer le degré d'intégration de mesures ciblant les ICI. Ainsi, l'intérêt accordé à l'intégration des ICI dans le cadre de l'élaboration des deux projets de PGMR examinés, semble supérieur à celui qui leur a été accordé à la première génération de PGMR. Toutefois, les mesures planifiées demeurent modestes devant les opportunités d'appui municipal potentiel comme on va le voir plus tard.

Toutefois, il importe de souligner que durant la période de mise en œuvre de la première génération des PGMR, plusieurs municipalités avaient mené des actions favorisant la GRMR par les ICI malgré que ces actions ne fussent pas planifiées dans le cadre des PGMR. Ces initiatives apparaissent au niveau des bilans des PGMR. Des exemples de ces initiatives seront présentés plus loin au niveau du chapitre 4.

## **2.2.4 Performance municipale en gestion des matières résiduelles**

Afin de favoriser la réduction de la quantité de matières résiduelles destinées à l'élimination, de prolonger la durée de vie des lieux d'enfouissement, de réduire la pollution causée par l'élimination des matières résiduelles, et par la suite contribuer à la réduction des effets de cette pollution sur les changements climatiques, le gouvernement du Québec a adopté en juin 2006 *le Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination des matières résiduelles*. Ce règlement, qui s'adresse aux

exploitants des lieux d'élimination à savoir les municipalités, les ICI et les CRD, prescrit à ces derniers de payer environ 11,41 \$ contre chaque tonne métrique de matières résiduelles éliminées. L'application du règlement vise également l'appui financier aux MRC pour l'élaboration, la révision et la mise en œuvre des PGMR. Pour cette raison que la redevance a été majorée, durant la période 2010-2015, à environ 20,91 \$ afin de compléter le financement nécessaire à la mise en œuvre du programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage (MDDEP, 2010).

Ainsi, l'appui financier destiné aux MRC pour l'élaboration, la révision et la mise en œuvre des PGMR se fait à travers un programme qui a été mis sur pieds par le gouvernement suite à l'adoption du règlement précité. Il s'agit du programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination (MDDEP, 2012).

À cet effet, le calcul du montant de la subvention à distribuer pour chaque municipalité s'effectue sur la base de deux critères principaux à savoir le prorata de la population de la municipalité en question et la performance de cette dernière au regard du taux des matières détournées de l'élimination. Toutefois, il importe de souligner que la définition de la performance municipale considérée pour le calcul de la subvention (Annexe 5) est la suivante :

*« La performance d'une municipalité est évaluée en fonction des quantités de matières résiduelles résidentielles éliminées par habitant. Ainsi, plus la quantité de matières résiduelles éliminées par habitant est faible pour une municipalité, plus celle-ci est considérée comme performante et plus la subvention versée est élevée. » (MDDEP, 2012).*

Il ressort de cette définition qu'elle ne considère aucunement la notion territoriale de la performance municipale puisqu'elle s'appuie uniquement sur les éliminations résidentielles. Cependant, la politique de GMR 2011-2015 avait bien mis l'accent sur l'importance de tenir compte de la différence entre les efforts consentis par les municipalités à l'échelle territoriale lors de la redistribution des redevances pour l'élimination. En effet, l'action 28 de la politique 2011-2015 vise le changement des critères de calcul de ladite performance afin d'orienter la redistribution des redevances aux municipalités vers une prise en compte de la performance de l'ensemble des secteurs d'activité présents sur le territoire. À ce jour, la redistribution des redevances pour l'élimination s'effectue sur la base de la performance municipale résidentielle et non sur la performance municipale territoriale (Gouvernement du Québec, 2011).

### **3 STRATÉGIES ET MÉCANISMES D'APPUI AUX ICI POUR LA GMR AU QUÉBEC**

Ce chapitre présente et analyse les mécanismes et les programmes qui sont mis en place au Québec par les différents intervenants dans le domaine de la GMR. Les mécanismes et les programmes qui sont étudiés sont ceux qui visent particulièrement l'appui aux ICI pour favoriser la gestion responsable des MR. Il s'agit des programmes conduits par Recyc-Québec et par la table de récupération hors foyer.

#### **3.1 Programmes conduits par Recyc-Québec pour favoriser la gestion responsable des matières résiduelles par les ICI**

Le gouvernement du Québec a attribué à la société d'État Recyc-Québec le mandat « de promouvoir, de développer et de favoriser la réduction, le réemploi, la récupération et le recyclage de contenants, d'emballages, de matières ou de produits, ainsi que leur valorisation dans une perspective de conservation des ressources » (Recyc-Québec, 2012b). Dans le cadre de ce mandat, Recyc-Québec favorise la mise en œuvre de la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles*, notamment, à travers l'administration des programmes spécifiques qui favorisent la GRMR par les ICI. Il s'agit du programme *ICI on recycle* et du programme *Performance des ICI*.

##### **3.1.1 Programme *ICI on recycle***

Le programme *ICI on recycle* qui a été instauré par le gouvernement du Québec en 2003 est un programme de reconnaissance qui cherche à souligner les efforts consentis par les ICI qui ont mis en place des actions exemplaires traduisant une gestion responsable des matières résiduelles (Recyc-Québec, 2012c). La reconnaissance proposée par le programme constitue un mécanisme incitatif aux ICI pour l'implantation d'un système de GMR. Ainsi le programme propose 3 niveaux de reconnaissances lesquels sont présentés dans le tableau 3.1 :

**Tableau 3.1 : Présentation des trois niveaux de reconnaissance du programme *ICI on recycle*** (Inspiré de Recyc-Québec, 2012c)

Niveau de reconnaissance	Exigences pour l'obtention de la reconnaissance	Procédure requise pour l'obtention de la reconnaissance	Visibilité de la reconnaissance
<b>1. Niveau 1 : Engagement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Une meilleure connaissance de la politique québécoise de la GMR et du plan d'action en vigueur ;</li> <li>✓ Une bonne connaissance des MR générées par l'organisme ;</li> <li>✓ L'engagement de l'organisme pour l'implantation de mesures de 3RV permettant une GRM ;</li> <li>✓ La sensibilisation des employés à la politique de LA GMR et à la GRMR.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'inscription de l'organisme au site internet du programme ICI on recycle ;</li> <li>✓ L'engagement formel de l'organisme pour la réalisation des exigences requises.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'obtention d'une déclaration d'engagement ;</li> <li>✓ La publication de l'information sur le site de Recyc-Québec.</li> </ul>
<b>2. Niveau 2 Mise en œuvre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'implantation d'au moins cinq mesures de réduction et/ou de réemploi touchant au moins à trois catégories de matières résiduelles ;</li> <li>✓ L'implantation de mesures de recyclage et/ou de valorisation pour un minimum de trois catégories de matières résiduelles ;</li> <li>✓ La réalisation d'un minimum de trois activités de sensibilisation et/ou de formation sur la gestion responsable des matières résiduelles au profit des employés et/ou la clientèle.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La réalisation des exigences requises pour le niveau 2 ;</li> <li>✓ Compléter l'inscription au niveau du site internet du programme.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'obtention d'un certificat de reconnaissance niveau 2 par Recyc-Québec ;</li> <li>✓ L'acquisition d'outils promotionnels du programme ;</li> <li>✓ La publication de l'information sur le site de Recyc-Québec.</li> </ul>
<b>3. Niveau 3 Performance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La réalisation des exigences requises pour le niveau 2 ;</li> <li>✓ L'atteinte d'un taux global de mise en valeur d'au moins 70 % pour l'ensemble des MR générées.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ À travers une caractérisation l'atteinte d'un taux de mise en valeur d'au moins 70 % ;</li> <li>✓ Compléter la demande de reconnaissance niveau 3 au site internet du programme.</li> </ul>	<p>En plus des outils de visibilité du niveau 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'obtention d'une attestation de performance avec une spécification de l'échelon (Bronze, argent ou or en fonction du taux de mise en valeur) ;</li> <li>✓ La diffusion de l'information dans les médias.</li> <li>✓ Participation à un événement de remise des attestations de performance.</li> </ul>

Par ailleurs, des frais variant entre 50 \$ et 385 \$ sont exigibles pour le traitement du dossier de la reconnaissance ICI. En revanche, un temps de validité est accordé à chacun des trois niveaux de reconnaissance : 2 ans non renouvelables pour le niveau 1, 2 ans renouvelables une fois pour le niveau 2 et 3 ans renouvelables à vie pour le niveau 3 (Charron, 2013).

Afin de promouvoir le programme, Recyc-Québec a conclu, depuis sept ans, une entente avec les conseils régionaux des élus (CRE). Cette entente engage les CRE à jouer le rôle d'antennes régionales du programme à travers sa diffusion et l'accompagnement des participants. Dans ce cas un financement, pour le CRE, est assuré par Recyc-Québec (Morneau, 2013).

Du côté municipal, la participation à la promotion du programme se fait sur une base volontaire. À cet effet, selon le responsable du programme à Recyc-Québec ainsi que la consultation de plusieurs bilans de PGMR, la participation de la majorité des municipalités pour la promotion du programme, sur leur territoire, est absente ou très modeste. Toutefois, il importe de souligner que dans certaines municipalités, le programme a été parrainé et adapté localement. Dans ce sens, le programme ICI ON RÉCUPÈRE de la MRC Pierre-De-Saurel (Bergeron, 2012) et le programme ICI ON VA PLUS LOIN de la municipalité de Victoriaville (Corporation de développement économique de Victoriaville et sa région (CDEV), 2012) peuvent être cités à titre d'exemple.

Pour ce qui est du bilan du programme qui a été recueilli en mars 2013. Il révèle les résultats suivants (Recyc-Québec, 2013) :

- ✓ Le nombre d'ICI reconnus pour le niveau 3, pour la période 2010-2012 est, respectivement, de l'ordre de 119, 123 et 150 ;
- ✓ Le nombre d'ICI reconnus pour le niveau 2, pour la période 2011-2013, est de l'ordre de 631 établissements ;
- ✓ Le nombre d'ICI inscrits au niveau 1, pour la période 2011-2013, est de l'ordre de 182 organismes.

En effet, malgré que la participation des ICI au programme connaît une croissance d'une année à la suivante, et sachant que le programme date de 10 ans, le nombre total des participants demeure faible en comparaison avec le nombre total des ICI (250 000). Ainsi, et afin de favoriser une participation accrue des établissements au programme, le gouvernement a mis en place depuis 2011 un autre programme d'appui financier aux ICI pour la GRMR. Il s'agit du programme *Performance des ICI* lequel sera présenté au paragraphe suivant. Cependant, il faudrait investir d'avantage d'efforts dans les années à venir afin de :

- ✓ Assurer plus de sensibilisation des ICI autour du programme ;
- ✓ Offrir des services d'accompagnement aux ICI pour faciliter leur participation dans le programme ;
- ✓ Mettre en place des mesures permettant une meilleure valorisation et plus de visibilité à la reconnaissance *ICI on recycle*.

### **3.1.2 Programme *Performance des ICI***

Afin de favoriser l'adhésion des ICI aux efforts consentis à l'échelle nationale pour l'atteinte des objectifs de la politique nationale de gestion des matières résiduelles. Le gouvernement a mis en place un mécanisme d'appui financier au profit des établissements désirant mettre en place une gestion saine des matières résiduelles qu'ils produisent. Il s'agit du programme *Performance des ICI* qui est administré par Recyc-Québec lequel a été doté d'un budget de 10 millions de dollars durant la période 2011-2015 (Gouvernement du Québec, 2011).

Le financement qui est proposé par le programme cible les ICI qui ne sont pas desservis par les services municipaux et vise les actions qui s'inscrivent dans le cadre d'une démarche logique d'amélioration des pratiques de la GMR dans un établissement, à savoir :

- ✓ La caractérisation de la gestion actuelle de GMR au sein de l'établissement;
- ✓ L'élaboration d'un plan d'action pour l'amélioration de cette gestion;
- ✓ La mise en œuvre du plan d'action proposé.

Ainsi le programme offre un financement en deux volets pour deux types d'interventions (Recyc-Québec, 2012d) :

- ✓ Les actions admissibles dans le cadre du premier volet se rapportent principalement au travail de réalisation d'un portait de GMR de l'établissement, d'élaboration d'un PGMR, de sensibilisation des employés ainsi que les activités liées au dossier de candidature au programme *ICI on recycle*. Dans ce cas, le financement accordé peut atteindre 7 000 \$;
- ✓ Pour ce qui est du financement du deuxième volet, il se rapporte à l'achat ou la location des contenants de récupération ainsi que l'achat d'équipement pour le conditionnement et le recyclage de la matière organique. Le financement maximum accordé aux deux types d'équipement précités est respectivement de l'ordre de 5 000 \$ et 20 000 \$.

Par ailleurs, il importe de souligner que le programme offre la possibilité du financement d'un seul projet pour un ensemble d'ICI (Recyc-Québec, 2012d), cette option s'avère utile dans certains cas tels que les centres commerciaux. Dans ce cas, le financement maximum est à hauteur de 400 000 \$.

Aussi, la demande de financement (individuelle ou pour un groupe d'ICI) pourrait être parrainée par un tiers (récupérateur, municipalité ou autres organismes). Cette option propose ainsi une bonne solution aux petits établissements qui ne sont pas de grands producteurs de MR et/ou qui ont besoin d'un accompagnement pour bénéficier du programme.

Enfin, les bénéficiaires du programme *Performance des ICI* sont tenus d'obtenir la reconnaissance 2 du programme *ICI on recycle* (Charron, 2013). En effet, depuis que le programme *Performance des ICI* a vu le jour, les deux programmes sont rendus complémentaires et vont généralement en parallèle et ce dans la mesure où, d'une part, les participants du programme *ICI on recycle* sont dirigés vers le financement de *Performance des ICI*, et d'autre part, les bénéficiaires du programme *Performance des ICI* sont obligés d'obtenir le niveau 2 de la reconnaissance *ICI on recycle*.

Pour ce qui est du bilan du programme, selon Madame Charron, la responsable du programme à Recyc-Québec, l'avancement du programme est très positif étant donné que deux ans suite à son démarrage, la moitié du financement disponible a déjà été engagée. Ainsi, à l'heure actuelle, 650 projets sont en fonctionnement et le nombre des demandes de subvention varie entre 30 et 40 requêtes par mois. En ce qui concerne les contraintes qui vont à l'encontre de la bonne marche du programme, on peut souligner la persistance d'une réticence vis-à-vis du financement public, d'autant plus que le programme exige des documents de la part des bénéficiaires et prévoit des visites des locaux de ces derniers, exigence qui peut poser un problème d'atteinte à la confidentialité des établissements concernés. À cet égard, la bonne marche qu'enregistre le programme ainsi que la communication de ses résultats permettrait le dépassement de la contrainte précitée (Charron, 2013).

### **3.2 Programme de la *table de récupération hors foyer* (TRHF)**

Il s'agit d'un autre mécanisme de financement qui est conduit par un organisme à but non lucratif qui est la table de récupération hors foyer lequel vise le soutien à la gestion responsable des matières résiduelles générées hors du foyer. Le programme est spécifique puisque le financement qu'il propose cible des catégories d'ICI distinctes à savoir les hôtels, les bars et les restaurants ainsi que les aires publiques municipales (Bergeron, 2013). Les membres de la TRHF sont un ensemble d'établissements qui, à travers cette initiative, représente un modèle d'engagement concret des ICI



pour participer à l'atteinte des objectifs de la politique nationale de GMR. Ainsi, la contribution des membres de l'OSBL, depuis le lancement du programme en 2007 à ce jour, a atteint 8 M\$. Ce financement a été bonifié en 2011 par un apport financier de 6 M\$ de la part du MDDEP, et ce dans le cadre des mesures d'appui à la GRMR par les ICI de la politique nationale de GMR (Gouvernement du Québec, 2011).

Ainsi, l'appui financier offert par le programme concerne trois volets à savoir :

- ✓ Un financement adressé à l'équipement des aires publiques municipales avec des bacs de récupération (TRHF, 2010a) ;
- ✓ Un financement destiné à l'équipement des bars, des hôtels et des restaurants qui sont intégrés à la collecte sélective municipale (TRHF, 2010b) ;
- ✓ Un financement destiné aux hôtels, bars et restaurants desservis par des entreprises privées. Ce financement correspond au changement du contrat de l'entreprise privée en vue d'intégrer la collecte des matières recyclables ainsi que l'équipement des établissements bénéficiaires de ses services par l'équipement adéquat (TRHF, 2012a).

Au terme de l'an 2011, la TRHF a appuyé 161 projets d'équipement d'aires publiques municipales à travers l'installation de plus de 7 000 bacs. Aussi, 3 325 bars, restaurants et hôtels ont bénéficié de son soutien financier pour l'installation et/ou l'amélioration de leur collecte. Grâce à ces projets, environ 13 400 tonnes/an de matières résiduelles peuvent être détournées de l'élimination ce qui correspond à la génération, en matières recyclables, d'une ville de 178 000 habitants (TRHF, 2012a).

Malgré que l'adhésion des municipalités au programme de la TRHF se fasse sur une base volontaire, le programme a pu toucher l'ensemble des régions du Québec. Toutefois, le rapport d'activité 2012 du programme révèle un manque d'implication municipale pour ce qui a trait au deuxième volet qui touche les restaurants, les bars et les hôtels. La TRHF a ainsi conclu 16 ententes avec des organismes locaux (éco-quartier, CRE) afin de faciliter l'intervention auprès des commerces concernés (TRHF, 2012b).

Par ailleurs, la TRHF a mis en place un mécanisme de reconnaissance pour les bars, restaurants et hôtels qui bénéficient de son appui et améliorent leurs systèmes de GMR (TRHF, 2012b). Il s'agit de la distribution d'une trousse contenant des autocollants et des vignettes à apposer dans les locaux de l'établissement. Dans ce sens, des liens devront être fait entre la TRHF et le programme *ICI on recycle* afin d'harmoniser les interventions et d'orienter les commerces bénéficiaires du programme de la TRHF vers la reconnaissance *ICI on recycle* qui est d'une envergure plus élevée.

L'analyse précédente des trois mécanismes d'appui aux ICI pour la GMR permet d'avancer que les objectifs de la politique de gestion des matières résiduelles, en particulier ceux qui se rapportent à l'interdiction de l'enfouissement du papier/carton en 2013, du bois en 2014 et des matières organiques en 2020, ne laisseront pas d'autres choix aux ICI que l'adhésion aux programmes étudiés. Cependant, cette adhésion des ICI aux programmes en question nécessitera une concentration des efforts de la part de l'ensemble des acteurs concernés par la GMR dont les municipalités. En effet, il ressort de ce qui a été présenté dans les paragraphes précédents que la sensibilisation et l'accompagnement des ICI sont deux actions clés pour assurer, d'une part, l'adhésion des ICI aux 3 programmes, et d'autre part l'atteinte de l'objectif visé par lesdits programmes à savoir la GRMR. Dans ce sens, il apparaît évident que dans le cadre de leurs rôles de gestionnaires de territoire, les municipalités sont fortement appelées à jouer un rôle de leadership pour tout ce qui a trait à la sensibilisation et l'encadrement des ICI afin de faciliter et de réussir leur adhésion aux 3 programmes et, par conséquent, de favoriser la saine GMR sur le territoire municipal.

## **4 APPUI MUNICIPAL AUX ICI : CAS À SUCCÈS**

Ce chapitre concerne une présentation synthétisée de quelques initiatives, qui ont été conduites par des municipalités au Québec et à travers le monde, en vue d'appuyer ou d'encadrer la GMR par les ICI.

### **4.1 Municipalités du Québec**

Dans le cadre de leur responsabilité de gestion territoriale, et en vue d'améliorer leur performance en matière de GMR et de contribuer à l'atteinte des objectifs de la politique nationale de GMR, certaines municipalités du Québec mènent des actions pilotes d'appui et d'encadrement des ICI afin de les amener à une GRMR. La présente section présente des exemples de ces projets pilotes qui ont été retenus en fonction des recommandations des professionnels, de la pertinence des actions ainsi que de la disponibilité de l'information les concernant.

#### **4.1.1 La ville de Lévis**

Occupée par environ 121 995 habitants, la ville de Lévis s'étend sur superficie totale de 444,56 km<sup>2</sup>. Depuis l'élaboration de son premier PGMR en 2005, la ville s'est considérée responsable de sensibiliser et d'accompagner le secteur des ICI afin d'assurer sa contribution à la politique nationale de GMR. La ville compte environ 793 ICI avec une dominance des industries et des commerces qui représentent respectivement 39 % et 52 % de l'ensemble des ICI de la ville (Ville de Lévis, 2005).

Outre le service de collecte et de transport des déchets solides qui est offert par la ville à l'ensemble des ICI présents sur son territoire, la ville dessert également ses ICI pour ce qui a trait à la gestion des matières recyclables. Ainsi, la ville offre gratuitement aux ICI les équipements de collecte à savoir des bacs roulants d'une capacité de 360 l ou des contenants à chargement avant d'une capacité variant entre 2 verges cubes et 8 verges cubes. Pour ce qui est du volume des matières recyclables autorisées, c'est le technicien en environnement du service des matières résiduelles de la ville qui le détermine en concertation avec le client dépendamment du besoin de ce dernier. La ville mentionne que le service de collecte sélective est inclus dans le tarif pour la gestion des matières résiduelles, lequel est déterminé en fonction de la superficie occupée par l'ICI concerné (Ville de Lévis, 2009).

La ville a également mis en place un guichet unique avec une ligne d'informations au service des ICI, ce qui permet de leur offrir un appui et un accompagnement relatifs à toute question liée à la GMR. Aussi, en 2009, la ville a conçu « un guide d'implantation de la récupération à l'usage des

industries, des commerces et des institutions ». Ce guide regroupe l'ensemble des services offerts par la ville aux ICI en ce qui concerne la gestion des MR. Il présente également une liste des ressources utiles aux ICI notamment celles qui offrent des services de gestion des RDD et des matières résiduelles industrielles (Ville de Lévis, 2009). .

Grâce à ses efforts, la ville a connu une évolution du taux de valorisation des MR de 25 % en 2005 à 53 % en 2012. En effet, suite à l'atteinte d'un taux de valorisation des matières résidentielles compostables de 60 % dès la première année d'implantation de la troisième voie au secteur résidentiel, la ville s'est fixé le défi de la collecte des matières compostables dans les ICI. Dans ce sens, deux projets pilotes ont été mis en place en 2012, le premier avec les écoles et le deuxième avec les commerces (Ville de Lévis, 2012).

#### **4.1.2 La MRC Pierre-de-Saurel**

À titre de première technopole en écologie industrielle au monde, la MRC de Pierre-de-Saurel a pris de l'avance en ce qui concerne l'appui et l'encadrement des ICI pour assurer une saine gestion des MR de leur part. En effet, c'est en 2007 que la MRC a initié un partenariat régional autour du programme ICI ON RÉCUPÈRE lequel offre un service d'accompagnement gratuit aux ICI dans le but d'améliorer leurs pratiques de GMR et de les diriger à la reconnaissance *ICI on recycle*. Les partenaires de la MRC dans le cadre de ce programme sont le centre de développement local (CDL), le centre de transfert technologique en écologie industrielle (CTTÉI), la société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Pierre-de-Saurel ainsi que le CÉGEP de Sorel-Tracy (MRC de Pierre-de-Saurel, 2010).

L'intervention du programme consiste à affecter un groupe d'étudiants du programme environnement, hygiène et sécurité au travail du CÉGEP de Sorel-Tracy à un ICI. Cette équipe d'étudiants dresse le portrait de GMR de l'établissement et propose un plan d'intervention pour l'amélioration de cette gestion. Une fois le plan d'intervention adopté par l'établissement bénéficiaire, l'équipe en place va assurer un accompagnement durant l'étape de mise en œuvre du plan. L'appui offert par le programme consiste également à la préparation du dossier de candidature pour le programme *ICI on recycle*. Au terme du processus l'établissement bénéficie également d'une reconnaissance locale de la part des bénéficiaires du programme *ICI on récupère* (MRC de Pierre-de-Saurel, 2010).

En 2011, et toujours dans le cadre du partenariat précité, la MRC a confié le suivi du programme au CTTÉI. Le bilan du programme enregistré en 2012, en fonction du niveau de reconnaissance *ICI on recycle*, se présente comme suit :

- ✓ Niveau I : une entreprise attestée et 27 autres en cours;
- ✓ Niveau II : trois entreprises attestées et 11 autres en cours;
- ✓ Niveau III : sept entreprises attestées.

Outre le programme ICI ON RÉCUPÈRE, et en préparation à la révision de son nouveau PGMR, la MRC de Pierre-de-Saurel a mené une étude sur l'amélioration de la gestion des matières résiduelles dans les entreprises de la MRC de Pierre-de-Saurel. Cette étude qui a été menée par le CTTÉI a permis de dresser le portrait de GMR générées par les ICI de la MRC, d'identifier les besoins de ces derniers et de proposer des solutions pour une gestion saine des MR par ce secteur (MRC de Pierre-de-Saurel, 2012).

#### **4.1.3 La ville de Gatineau**

La ville de Gatineau qui compte environ 270 000 habitants offre à ces derniers un service de collecte de matières résiduelles de type 3 voies. Appuyé par les campagnes de sensibilisation, ce service permet à la ville d'avancer droit vers l'atteinte des objectifs de la politique nationale de GMR du côté du secteur résidentiel. En effet, le taux de mise en valeur des matières recyclables et des matières compostables générées par ce secteur en 2011 sont, respectivement, de l'ordre de 65 % et de 43 %. Pour ce qui est du secteur des ICI et à l'exception des établissements scolaires, le service de collecte offert par la ville au secteur résidentiel inclut uniquement les petits commerces et les OSBL qui génèrent des matières résiduelles semblables à celles produites par les ménages en termes de nature et de quantité (Loriot, 2012).

Cependant, la ville de Gatineau a mis en place deux projets pilotes visant la GRMR au niveau des ICI. Il s'agit de :

- ✓ La mise en place d'un système de collecte à trois voies au niveau des 31 édifices municipaux. En effet, faire des édifices municipaux des modèles locaux pour ce qui est de la saine gestion des matières résiduelles constitue une action concrète de sensibilisation des ICI pour qu'ils empruntent le même chemin (Loriot, 2012);
- ✓ Consciente de l'importance des actions de sensibilisation au niveau des établissements scolaires et de leurs retombées sur les familles et la communauté, la ville de Gatineau a décidé d'offrir le service de collecte et de traitement des matières recyclables et des matières compostables aux établissements scolaires. Cette offre de service se fait selon le principe de l'utilisateur-payeur selon des tarifs de 55 \$/an et de 463 \$/an, respectivement, pour un bac bleu de 360 litres et un bio-bac de 240 litres. La mise en œuvre du projet par

les établissements scolaires a été appuyée par la diffusion d'une trousse pédagogique auprès des comités environnement créés à leur niveau (Ville de Gatineau, 2013.).

Le bilan de GMR de la ville de Gatineau, produit en 2012, fait état d'une adhésion de 42 établissements scolaires au projet sur un total de 153. Selon le même bilan, le coût élevé du service lié à la gestion des matières compostables demeure la principale cause de cette faible adhésion des établissements.

Par ailleurs, il importe de souligner que la ville assure la promotion du programme *ICI on recycle* à travers son site internet où elle communique également la liste des établissements locaux attestés dans le cadre dudit programme (Ville de Gatineau, 2012).

#### **4.1.4 La ville de Rivière-du-Loup**

La ville de Rivière-du-Loup qui abrite environ 19 011 habitants sur une superficie totale de 83.39 km<sup>2</sup> (Ville de Rivière-du-Loup, 2010) se distingue à l'échelle nationale par sa performance et sa gestion locale des matières résiduelles. En effet, selon les données 2010 du MDDEP, la ville enregistre un taux d'enfouissement ne dépassant pas 273 kg/personne au moment où la moyenne nationale est de l'ordre de 355 kg/personne. Le taux d'enfouissement que la ville enregistre s'avère être 22 % moins élevé que la moyenne des villes comparable (Plourde, 2012). Cette performance est due à la bonne GMR assurée auprès du secteur résidentiel, mais aussi au fait que la ville a intégré les ICI aux services de collecte municipale depuis l'an 2001 (Recyc-Québec, 2012e). Le service offert par la ville aux ICI se base sur le principe de l'utilisateur-payeur. Et pour l'établissement de la tarification, la ville avait réalisé une étude de caractérisation de l'ensemble des ICI sur son territoire (environ 965). Cette étude a permis à la ville de tenir compte au niveau de la taxe des fréquences et du nombre des collectes, de leur volume ainsi que du type de conteneur à mettre en place. Le service de collecte a pu toucher à 98 % des ICI de la ville (Recyc-Québec, 2012e). Cette intégration des ICI au service de collecte de la ville a été accompagnée par un programme de sensibilisation très vaste comportant l'organisation d'ateliers, de service-conseil, de kiosques et des prix environnement (MRC de Rivière-du-Loup, 2010). Aussi, des clauses régissant ce service et clarifiant les obligations des ICI et de la ville ont été introduites au *Règlement 1265* de la ville qui est relatif à la collecte, au transport et à la disposition des matières résiduelles.

#### 4.1.5 La ville de Montréal

En 1995, la ville de Montréal a mis en place le programme Éco-quartier qui cherche à promouvoir l'action citoyenne environnementale au niveau local, et ce dans le but d'une amélioration du milieu de vie des citoyens montréalais. La mise en œuvre du programme passe par le biais d'organismes communautaires qui s'appuient sur un financement municipal pour planifier et mettre en œuvre des projets environnementaux qui tiennent compte des réalités locales. Ces projets s'inscrivent dans le cadre de quatre volets à savoir la nature de la ville, l'embellissement, la propreté et la gestion écologique des matières résiduelles (Regroupement des éco-quartier, 2012).

Actuellement, les éco-quartiers qui se sont organisés en un regroupement touchent 17 arrondissements de la ville et parviennent à rejoindre 75 % de la population (regroupement des éco-quartier, 2010).

Les commerces et les institutions constituent une cible importante des éco-quartiers pour ce qui a trait au volet de la gestion écologique des matières résiduelles. Dans ce sens les actions qui ont été menées par l'éco-quartier Peter-McGill peuvent être présentées à titre d'exemple (Éco-quartier Peter-McGill, 2009) :

- ✓ La sensibilisation autour *du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté* qui oblige les commerces et les institutions à recycler le papier, le métal, le plastique et le verre et prévoit des amendes en cas de récidives;
- ✓ La sensibilisation autour de l'organisation de la collecte sélective et l'accompagnement des établissements pour l'implantation de cette collecte;
- ✓ La réalisation d'un projet pilote d'îlots vert recycleurs lequel a permis de desservir quatre artères de rues commerciales (Annexe 6). En l'absence de ces îlots (espaces avec bacs de récupération) les commerces ne pouvaient pas pratiquer le recyclage en raison du manque d'espaces pour l'entreposage et de la discordance des heures d'ouverture des commerces avec les horaires de collecte sélective;
- ✓ La mise en place, en 2009, d'un site de compostage collectif qui dessert à la fois les résidents, les institutions et les commerces dans la ruelle de Saint-Catherine (Annexe 6).

Enfin, il importe de rappeler que tel que mentionné au niveau du paragraphe 3.2 du chapitre 3, les éco-quartiers sont des partenaires clés de la TRHF. Ces derniers assurent le relai qui facilite la mise en œuvre du volet 2 du programme de la TRHF lequel concerne le financement d'équipements de récupération pour les bars, les hôtels et les restaurants intégrés à la collecte sélective municipale.

## 4.2 La capitale nationale du Canada : Ottawa

À l'instar de la province du Québec, c'est le gouvernement provincial ontarien qui met en place le cadre réglementaire qui régit la GMR. Il s'agit particulièrement de *la Loi sur la protection de l'environnement* et *la Loi sur le réacheminement des déchets* avec les règlements qui en découlent. Cette législation dresse les exigences permettant la réduction des MR et la quantité des matières utilisées à la source au niveau de la province de l'Ontario. Cependant, le gouvernement provincial n'assure pas le suivi des quantités de MR produites à l'échelle de la province ni la planification en la matière. Les municipalités et le secteur des ICI sont tenus de respecter la réglementation chacun de son côté (Ville d'Ottawa, 2012).

La ville d'Ottawa, capitale nationale du Canada, compte environ 901 895 habitants avec une superficie totale de l'ordre de 2 797 km<sup>2</sup>. La GMR à l'échelle locale est cadrée par *le Règlement sur la gestion des déchets solides N°2009-396*. Pour ce qui est de la planification de cette gestion, la ville est dans un processus d'adoption d'un « plan de gestion des déchets solides » pour les 30 années à venir. Avec des prévisions d'augmentation de la population de 300 000 personnes, la ville prévoit une production totale de MR de 450 000 tonnes en 2042 pour le secteur résidentiel contre 760 000 tonnes pour le secteur des ICI (Ville d'Ottawa, 2012).

En effet, la ville d'Ottawa assure la gestion des MR générées par 370 000 ménages et 425 ICI. Cette gestion concerne le service de collecte en bordure des rues des déchets ultimes, des matières recyclables et des matières organiques (Ville d'Ottawa, 2012). L'appui offert par la ville aux ICI se traduit essentiellement au niveau de deux mesures, à savoir :

### *Le programme de sacs jaunes :*

Il s'agit d'un programme de collecte des MR générées par les petites entreprises de la ville d'Ottawa auquel adhèrent actuellement 260 participants. Le service du programme de sacs jaunes est organisé de la manière suivante :

- ✓ Les déchets ultimes sont placés par l'entreprise dans des sacs jaunes (15 kg chacun). Ces sacs sont déposés au bord de la route avec une limite de 16 sacs par deux semaines.
- ✓ Les matières recyclables ainsi que les matières organiques sont placées dans des boîtes noires et bleues ou dans des bacs verts. La collecte du papier et du carton propres se fait de manière séparée du reste des matières recyclables. Les limites hebdomadaires imposées pour les matières précitées sont de l'ordre de 2 bacs verts pour les matières organiques et 15 boîtes noires ou bleues de matières recyclables.



Les frais liés à ce service concernent uniquement l'achat des sacs jaunes des déchets ultimes. Ces sacs sont vendus au prix de 3,55 \$ l'unité au niveau de certains détaillants dont la liste est communiquée aux entreprises lors de leur inscription au programme (Ville d'Ottawa, 2010a).

#### *Le projet pilote des bacs verts dans les écoles :*

Dans le cadre de son programme payant de compostage résidentiel, la ville d'Ottawa a mis en place en 2010 le projet pilote des bacs vert dans les écoles. Ce programme permet le réacheminement des matières organiques générées au niveau des écoles ainsi que la sensibilisation des élèves à ce mode de gestion. La ville dote gratuitement les écoles participantes de bacs verts, de bacs de comptoir ainsi que du matériel promotionnel qui sert à la mise en place de la collecte des matières organiques (Ville d'Ottawa, 2010b).

### **4.3 Expériences européennes**

Le présent paragraphe présente des exemples d'initiatives menées en Europe à l'échelle des gouvernements locaux afin d'appuyer la GMR par les ICI. La présentation de ces initiatives sera précédée par l'état des performances des pays européens en matière de GMR.

Avant de comparer la performance des états européens en matière de GMR, il importe de rappeler la définition des déchets municipaux adoptée par le conseil de l'Union européenne (UE) au niveau de la directive 1999/31/CE. Selon cette source juridique, les déchets municipaux sont constitués « des déchets ménagers ainsi que les autres déchets, qui de par leurs natures ou leur composition sont similaires aux déchets ménagers » (Journal officiel des communautés européennes, 1999).

Les chiffres publiés par Eurostat en mars 2013 révèlent que la moyenne de l'UE en déchets municipaux générés par habitant était de l'ordre 503 kg en 2011. 96,9 % de ces déchets ont été traités. D'une part, le pourcentage des déchets mis en décharge enregistré était de l'ordre de 37 % contre 56 % en 2001 et d'autre part 40 % des déchets ont été recyclés ou compostés contre 27 % en 2001. Toutefois, si des pays comme la Bulgarie, la Roumanie et Malte envoient plus que 95 % de leur production des déchets vers l'enfouissement, d'autres pays ont presque exclu la mise en décharge des déchets comme la Belgique, la Suède, l'Autriche, l'Allemagne ou les Pays-Bas qui eux enregistrent des taux de mise en décharge d'environ 2 %. Ces objectifs ont été atteints suite à la taxation de l'enfouissement et l'incinération, mais aussi grâce aux efforts consentis par les intervenants du milieu auprès des générateurs des déchets. En lien avec la présente étude des exemples de mesures d'appui aux ICI seront présentés dans ce qui suit (Commission européenne, 2013).

#### 4.3.1 La Région de Bruxelles-Capitale

La région de Bruxelles compte environ 1,83 million d'habitants sur une superficie totale de 161 km<sup>2</sup> (Institut bruxellois de statistique et d'analyse, 2011). Cette région dispose de deux structures régionales responsables de la gestion des matières résiduelles. Il s'agit de l'institut bruxellois pour la gestion de l'environnement (IBGE) et de l'agence Bruxelles-propreté (ABP) (Région Bruxelles-Capitale, 2013).

L'IBGE représente l'administration de l'environnement et de l'énergie de la région de Bruxelles-Capitale dont la mission légale est, entre autres, l'élaboration, le contrôle et l'organisation d'un plan régional de prévention et de gestion des déchets (PPGD) (équivalent du PGMR), ainsi que la promotion du recyclage et de la réutilisation des déchets (IBGE, 2010). L'ABP est une agence régionale qui offre des services aux habitants et aux commerçants de la région selon trois axes d'interventions à savoir la collecte et la gestion des déchets, la propreté publique et la prévention et sensibilisation (Bruxelles-propreté, 2013).

Ainsi le PPGD de la région de Bruxelles prévoit des actions ciblant particulièrement la GRMR par les bureaux, les commerces les écoles et le secteur de l'hôtellerie, restauration et café (Horeca) (IBGE, 2010). Des exemples de ces actions, lesquelles sont menées par l'IBGE et/ou l'ABP, sont présentés ci-dessous :

- ✓ À l'instar de la réglementation qui a été adoptée pour obliger les ménages à trier le papier /carton, le verre et les PMC (bouteilles et flacons en plastique, emballage métallique et carton à boissons), deux arrêtés gouvernementaux ont été adoptés afin d'obliger les producteurs des déchets assimilés au tri et à la justification de l'évacuation de ces déchets par la disposition d'un contrat d'enlèvement. Des sanctions ont été prévues dans le cadre de cette réglementation laquelle a été suivie par une large campagne de sensibilisation auprès des professionnels (IBGE, 2012);
- ✓ L'organisation d'une campagne de sensibilisation-formation des entreprises afin de réduire les déchets de papier dans les bureaux à 12 kg/employé/an sachant que ce secteur compte 340 000 employés au niveau de la région. Une boîte à outils a été développée et mise en ligne au service des établissements lesquels bénéficient également de l'assistance d'un facilitateur papier pour monter un plan d'action et le mettre en œuvre (IBGE, 2012);
- ✓ Avec 200 000 élèves, les écoles constituent une cible prioritaire pour les actions de sensibilisation visant un changement de comportement. La région s'est fixé des objectifs spécifiques pour les écoles en ce qui concerne, le tri, la réduction des déchets, du papier et la réduction du gaspillage alimentaire. Pour atteindre ces objectifs, des projets

pédagogiques ont été montés, des animations ont été organisées au niveau des écoles (exemple : 176 animations en 2008) et des visites-analyse ont été effectuées auprès du personnel d'entretien des écoles afin de trouver des solutions concernant la gestion des déchets (IBGE, 2012).

Enfin l'IBGE a mis en place *le label entreprise écodynamique*. Il s'agit d'un label régional gratuit qui vise la reconnaissance des bonnes pratiques de gestion environnementale mises en œuvre dans les entreprises (IBGE, 2013).

#### **4.3.2 République et canton de Genève (RCG)**

Avec un taux de recyclage de 51 %, la Suisse se classe parmi les 5 premiers pays européens en la matière (Commission européenne, 2013). La gestion des déchets se fait à l'échelle régionale au niveau des cantons. Le canton de Genève compte 12 villes avec 466 536 habitants sur une superficie de 282,45 km<sup>2</sup> (RCG, 2012).

Selon *la Loi sur la protection de l'environnement (LPE)* suisse et *la Loi cantonale sur la gestion des déchets* (LGD), c'est une commission cantonale qui est constituée en références à ces lois qui dirige la gestion des déchets au niveau cantonal, il s'agit de la commission de gestion globale des déchets. Cette commission conduit l'élaboration d'un plan de gestion des déchets (PGD) qui est l'équivalent du PGMR québécois. Ce document précise les objectifs de gestion des déchets et établit les actions à mener pour les atteindre. Le PGD est révisé tous les 4 ans et il a une force obligatoire sur les autorités communales et cantonales (RCG, 2009).

Ainsi le PGD du canton de Genève fait distinction entre cinq catégories de déchets à savoir les déchets urbains ménagers, les déchets urbains des entreprises, les déchets industriels, les déchets de chantiers et les déchets agricoles. Le taux de recyclage du canton enregistré en 2007 est de l'ordre de 64 % (environ 582 000 t), avec des taux de recyclage de 53 % et 60 % respectivement pour les déchets urbains des entreprises et les déchets industriels. À travers la distinction précitée entre les déchets, le PGD prévoit plusieurs mesures d'appui et d'encadrement pour chacun d'eux, et ce afin d'assurer l'atteinte de l'objectif national qui est le recyclage de 75 % des déchets générés. Il s'agit particulièrement des mesures suivantes (RCG, 2009) :

- ✓ La mise en place du programme « Vos Papiers SVP » qui consiste à sensibiliser les 16 000 entreprises du secteur tertiaire présentes sur le territoire du canton (Service de géologie, sol et déchets, 2010). Les objectifs du programme concernent la sensibilisation des chefs d'entreprises à la gestion des déchets de bureau ainsi que les vieux papiers, à

promouvoir le recyclage et initier de nouvelles attitudes plus responsables et plus citoyennes;

- ✓ L'utilisation généralisée du papier recyclé par les organismes de l'état (99 %);
- ✓ La réalisation d'une étude sur le métabolisme économique au niveau du canton. Cette étude a permis d'identifier les projets d'écologie industrielle faisable en vue d'une réduction à la source touchant le secteur industriel;
- ✓ L'imposition de l'audit-déchet aux entreprises de grande taille et favoriser cet audit pour les petites et moyennes entreprises;
- ✓ L'imposition de la création de déchetteries au niveau des zones industrielles et au niveau des immeubles à vocation commerciale, administrative et industrielle;
- ✓ La production de feuille de route au profit des professionnels du secteur immobilier afin qu'ils tiennent compte des aspects et des contraintes liés à la GMR lors de la conception des projets d'aménagement et des projets immobiliers;
- ✓ La réalisation de campagnes de sensibilisation au tri des déchets ciblant les entreprises en particulier;
- ✓ Le soutien des restaurants pour l'acquisition du *label Fourchette verte*.

Enfin, il importe de souligner qu'en référence au principe de l'utilisateur-payeur et afin de favoriser la réduction à la source et le tri par les entreprises, le PGD incite les communes à arrêter les levées gratuites des déchets ultimes des entreprises (RCG, 2009).

À travers l'analyse et la présentation des expériences des municipalités étudiées, il importe de souligner que le point commun qui a été relevé est qu'aucune de ces régions ou municipalités n'intervient auprès des ICI sur la base d'obligation juridique, mais plutôt sur une base morale de responsabilité territoriale. L'appui et l'accompagnement des municipalités aux ICI pour la GRMR se fait de manière directe ou à travers le recours à des intervenants locaux. L'intervention municipale peut toucher l'ensemble des ICI comme elle peut se focaliser sur un ou des sous-secteurs particuliers. Aussi, cette intervention peut se faire selon plusieurs aspects tels que l'accompagnement des ICI pour bénéficier des programmes gouvernementaux, l'adoption de réglementation, la sensibilisation, l'offre de service de collecte ou l'accompagnement pour bénéficier des services d'un récupérateur privé, ou encore la reconnaissance des efforts consentis par les ICI en matière de GRMR.

## **5 GUIDE D'APPUI ET D'ENCADREMENT MUNICIPAL AUX ICI**

Ce chapitre comprend une synthèse des contraintes et des opportunités en lien avec la GRMR par les ICI. Ensuite, les avantages de l'appui et l'encadrement municipal aux ICI seront mises en exergue avant de faire une proposition de différentes mesures et mécanismes auxquels les municipalités peuvent recourir pour accompagner les ICI dans la GMR.

### **5.1 Contraintes et opportunités liées à la GRMR par les ICI**

À travers l'analyse du cadre légal, de la politique québécoise de gestion des matières résiduelles et des études de caractérisation du secteur ICI à l'échelle nationale et au niveau de certaines municipalités, plusieurs contraintes peuvent être avancées quant à la GRMR par les ICI. Il s'agit de :

- ✓ Sur le plan réglementaire, malgré que la politique nationale de GMR fixe des objectifs de mise en valeur précis, on constate l'absence de réglementation obligeant les ICI à récupérer. Dans ce sens, il faut signaler également que la conversion des objectifs nationaux, de mise en valeur des MR, de cibles dissociées selon les secteurs à une cible globale par catégorie de matière, ne favorise pas la responsabilisation des générateurs des MR, particulièrement les ICI. Autrement dit, l'atteinte des objectifs de mise en valeur par une municipalité peut ne pas refléter la GRMG par les ICI, mais plutôt les efforts consentis au niveau du secteur résidentiel et du secteur des CRD. Aussi, en l'absence de réglementation nationale ciblant les ICI, le pouvoir réglementaire des municipalités envers les ICI demeure limité ;
- ✓ Sur le plan de la planification territoriale de GMR, l'intégration des ICI dans le cadre des PGMR demeure toujours un aspect flou qui se traduit par des niveaux d'intégration et des mesures très variables d'un PGMR à un autre. La politique québécoise de GMR 2011-2015 stipule clairement que les municipalités sont responsables de la planification des MR générées par les ICI. Des outils devront être développés au profit des municipalités pour clarifier le comment de cette planification ;
- ✓ Du côté des ICI, il importe de souligner le manque de conscientisation vis-à-vis de la GMR, le manque de ressources, de temps et d'espace nécessaires à la GMR. Aussi, la méconnaissance de l'engagement national en matière de GMR et des programmes d'appui financiers aux ICI en la matière est un autre élément à souligner ;
- ✓ L'absence de débouchés pour la récupération de certaines matières ou l'éloignement des récupérateurs s'avère également une contrainte à la GRMR par les ICI. La faible valeur économique des MR telle que les matières organiques s'oppose à leur récupération ;

- ✓ Les ICI de petites tailles ont de la difficulté à recourir à la collecte privée en raison du coût élevé.

Face à ces contraintes, plusieurs opportunités en faveur de la GRMR par les ICI peuvent être avancées. Il s'agit de :

- ✓ Les programmes de Recyc-Québec d'appui aux ICI pour la GRMR constituent une opportunité importante à saisir par les ICI et par les intervenants du milieu. D'une part, le programme PERFORMANCE DES ICI présente un appui financier permettant l'élaboration et la mise en œuvre d'un PGMR et d'autre part le programme *ICI on recycle* est un mécanisme de reconnaissance incitatif à la gestion saine des matières résiduelles par les ICI ;
- ✓ Le programme de la TRHF dispose d'un financement important (14 Millions de \$) pour appuyer particulièrement la GMR au niveau du sous-secteur des hôtels, bars et restaurants ;
- ✓ Outre le MDDEP, Recyc-Québec et la TRHF, plusieurs organismes à l'échelle provinciale, régionale et locale mènent dans le cadre de leurs missions des actions en faveur de la GRMR par les ICI. Il s'agit particulièrement des municipalités, des organismes de recherche (instituts et universités) et des associations et groupes communautaires tels que les CRE, le Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets, l'association pour une gestion écologique des déchets, Actions rebus, l'association québécoise relative à l'éducation pour la promotion de l'environnement;
- ✓ La valeur économique de certaines matières recyclées permettrait aux ICI, en particulier les grands producteurs de MR, de diminuer les coûts de GRM;
- ✓ Sachant que les ICI sont assujettis au paiement des redevances pour l'élimination des MR, le programme de redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination constitue également une opportunité financière au service de ces dernières pour financer des actions permettant la GRMR par les ICI. En effet, dans un avenir proche, si la performance municipale en GMR considère celle des ICI tel que prévu au niveau de l'action 28 du plan d'action de la politique 2011-2015 de GMR, les municipalités performantes en GMR bénéficieront d'un financement plus important. Elles pourront ainsi poursuivre leurs actions en faveur de la GRMR par les ICI;
- ✓ Le programme de traitement des MO par biométhanisation et compostage qui est doté d'un financement de 650 millions de dollars constitue également une opportunité pour la gestion des MO produites par les ICI dans la mesure où l'importance des quantités de MO traitée est en corrélation positive avec la rentabilité économique des structures de traitement existantes et prévues au Québec.

## 5.2 Avantages potentiels de la GRMR pour les ICI et la municipalité

De manière générale, la GRMR présente plusieurs avantages en faveur des trois sphères du développement durable à savoir l'environnement, la société et l'économie. Le tableau suivant, produit par Recyc-Québec, résume ces avantages :

**Tableau 5.1 : Avantages de la gestion responsable des matières résiduelles** (Tiré de Recyc-Québec, 2007)

Environnement	Société	Économie
<p>Réduction de l'utilisation de ressources et d'énergie;</p> <p>Réduction des gaz à effet de serre;</p> <p>Réduction des nuisances liées à l'élimination des matières résiduelles (enfouissement et incinération) : transports, pollution des sols, de l'air et de l'eau.</p>	<p>Mobilisation et fierté des employés autour d'un projet commun gratifiant;</p> <p>Sympathie des partenaires, des fournisseurs, de la clientèle, des médias et du public en général pour une organisation socialement responsable;</p> <p>Cohérence pour les employés avec des habitudes déjà ancrées à la maison.</p>	<p>Économie sur l'achat de certains produits ou fournitures (nouvelles pratiques, révision des besoins, meilleurs choix de consommation, etc.);</p> <p>Réduction des coûts liés au transport et à l'élimination des matières résiduelles;</p> <p>Revenus associés à la vente de certaines matières résiduelles.</p>

Aussi, la GRMR par les ICI présente plusieurs avantages pour les municipalités lesquels sont clarifiés au niveau des points suivants :

- ✓ Sachant que les MR générées par les ICI représentent environ 40 % de MR générées au Québec, la GRMR par les ICI faciliterait l'atteinte des objectifs de la politique du Québec à l'échelle territoriale et nationale. Dans le cadre de son rôle de gestionnaire de territoire, une municipalité ne peut pas refléter une bonne performance en GMR si cette gestion est défectueuse du côté des ICI. Aussi, la volonté et l'engagement d'une municipalité quant à la GMR pourrait être remise en cause par les citoyens qui sont affectés de manière directe ou indirecte par l'absence ou le manque d'une GRMR par les ICI ;
- ✓ La stimulation de la GRMR favorise l'émergence d'opportunités d'affaires régionales lesquelles participent au développement économique et à la création d'emploi. L'abolition de l'élimination du papier/carton, du bois et des MO prévue par la politique nationale de GMR participera davantage au développement de ces opportunités d'affaires ;

- ✓ La valorisation des matières recyclables et des matières organiques produites par les ICI favorise la rentabilité économique et par la suite le maintien des entreprises de traitement de ces matières (les centres de tri et les structures de traitement des MO existantes et prévues) ;
- ✓ Depuis l'adoption de *la Loi sur le développement durable* en 2006 et la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013, le développement durable est rendu le moteur fondamental et dynamique qui guide les actions des ministères, des organismes et des entreprises (Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Actuellement, 20 % des municipalités du Québec se sont dotées, volontairement, d'une démarche de développement durable (MAMROT), 2013). La saine GMR municipales générées par l'ensemble des acteurs municipaux constitue un axe d'intervention majeur dans le cadre de cette démarche de développement durable. Cette gestion favorise l'atteinte des objectifs liés à la lutte contre les changements climatiques. À titre d'exemple, une étude réalisée par l'Agence américaine de protection de l'environnement rapporte qu'une amélioration du taux de recyclage et de compostage de 32,5 % à 50 % correspondrait à une diminution de gaz à effet de serre de 70 Mt à 80 Mt en équivalent CO<sub>2</sub> (Gouvernement du Québec, 2011).

### **5.3 Rôle municipal potentiel dans la cadre des programmes de mise en œuvre de la politique ciblant les ICI**

Pour favoriser l'atteinte des objectifs de la politique nationale de GMR, le gouvernement a mis en place des programmes particuliers pour favoriser la GRMR par les ICI. Il s'agit des deux programmes *ICI on recycle* et *Performance des ICI* administrés par Recyc-Québec ainsi que le programme de la TRHF. Puisque l'adhésion des ICI à ces programmes demeure volontaire, les municipalités peuvent jouer un grand rôle pour rapprocher les services offerts par ces programmes aux ICI présents sur leur territoire. Ce rôle municipal dans le cadre des programmes en question est favorisé par le pouvoir et la proximité territoriale dont dispose les municipalités envers les ICI.

#### **5.3.1 Les programmes administrés par Recyc-Québec**

Comme il a été clarifié auparavant, les deux programmes *ICI on recycle* et *Performance des ICI* vont en parallèle. Ainsi, l'ensemble des mesures qui seront proposées se rapportent aux deux programmes.

Sachant qu'un financement est déjà prévu dans le cadre du programme *Performance des ICI*, l'intervention des municipalités dans le cadre des deux programmes se traduirait, essentiellement,



sous forme d'un relai régional qui va contribuer à la promotion des programmes. Les municipalités pourront, tout simplement, intégrer des mesures de sensibilisation dans le cadre des actions d'éducation à l'environnement déjà en place. Ainsi les mesures qui sont proposées aux municipalités pour appuyer la mise en œuvre des deux programmes se déclinent comme suit :

Premièrement, en tant qu'une institution régionale, la municipalité doit donner l'exemple aux ICI à travers sa participation aux programmes. Le service municipal en charge du dossier développera ainsi une maîtrise du contenu des deux programmes et du processus de leur mise en œuvre. La municipalité va disposer d'une personne ressource capable de faire la promotion du programme auprès des ICI et d'assurer un service-conseil à leur profit. La participation de la municipalité aux programmes doit être communiquée au niveau régional, particulièrement aux ICI. Cette communication va comporter, une invitation aux ICI pour participer aux programmes et annoncer l'appui municipal proposé pour favoriser la mise en œuvre de ces programmes.

La municipalité peut également intégrer dans le cadre de l'un de ses événements un atelier regroupant les organismes professionnels représentant les ICI. Dans le cadre de cet atelier, la municipalité présente le programme, sa propre expérience ainsi que les mesures qu'elle met en place pour le promouvoir dans sa région.

Une multitude de mesures de sensibilisation peuvent être menées par la municipalité pour promouvoir les programmes. Il s'agit, entre autres, de :

- ✓ L'intégration, dans le site internet de la ville, d'une page web sur les deux programmes avec tous les outils produits par Recyc-Québec dans ce sens ;
- ✓ L'affichage, sur le site internet de la ville, de la liste régionale des ICI qui bénéficient de la reconnaissance *ICI on recycle* et l'actualisation annuelle de cette liste ;
- ✓ L'affichage d'une liste d'acteurs régionaux offrant des services qui s'intègrent dans le cadre des programmes tels que la caractérisation des MR, la formation des employés et la vente du matériel de récupération ;
- ✓ Prévoir une présentation du programme dans le cadre des événements municipaux auxquels participent des représentants d'ICI.

La municipalité peut également opter pour la concentration des actions de sensibilisation autour des programmes pendant une période ou un événement précis de l'année telle que la semaine de réduction des déchets.

La municipalité peut intégrer les informations relatives aux deux programmes à sa ligne d'informations. Elle peut assurer la sensibilisation porte-à-porte des ICI à travers le recrutement d'un stagiaire comme elle peut offrir un service de conseil et d'accompagnement aux ICI à travers l'affectation d'une personne ressource dans ce sens. La municipalité peut opter pour des incitatifs financiers tel que le remboursement des frais du dossier de reconnaissance en cas d'atteinte du niveau 2 ou du niveau 3.

Enfin, le programme *Performances des ICI* offre la possibilité du financement d'un seul projet pour un ensemble d'ICI, le montant de ce financement peut atteindre 400 000 \$. Dans ce cas, le programme offre également la possibilité du parrainage de la demande de financement par un tiers. La municipalité peut recourir à ce mode d'appui pour mener des projets pilotes pour des rues commerciales. Elle peut également mandater un OSBL local pour assurer cette mission.

### **5.3.2 Programme de la TRHF**

Malgré que l'ensemble des régions du Québec ait bénéficié du programme de la TRHF, ce bénéfice s'est malheureusement limité au premier volet de l'appui de la table qui concerne les espaces publics municipaux. Le deuxième volet qui concerne le financement d'équipements de récupération pour les bars, les restaurants et les hôtels qui sont intégrés dans la collecte municipale a connu un manque d'implication des municipalités.

Les mesures proposées aux municipalités en vue de concrétiser ce volet de leur côté se présentent comme suit :

- ✓ L'identification des hôtels, des bars et des restaurants qui sont intégrés à la collecte municipale ou qui peuvent l'être. Cette identification peut se faire à l'échelle d'une rue commerciale, d'un quartier ou à l'échelle de l'ensemble du territoire municipal ;
- ✓ La sensibilisation des propriétaires des entreprises visés au programme de la TRHF ;
- ✓ La caractérisation des MR générées par ces entreprises en vue de dresser la liste du matériel de récupération approprié sur la base du besoin réel des entreprises en question ;
- ✓ La dotation des entreprises par l'équipement identifié.

## **5.4 Autres actions d'appui municipal aux ICI pour la GRMR**

Outre, l'intervention municipale en faveur des programmes du gouvernement, d'autres mesures d'appui et d'encadrement municipal peuvent toucher à plusieurs volets à savoir l'encadrement réglementaire, la collecte, la sensibilisation, l'appui-conseil et la reconnaissance.

Dépendamment du niveau d'engagement de la municipalité et de sa capacité d'intervention, elle peut intervenir directement auprès des ICI, à travers ses services internes, comme elle peut recourir aux services d'un OSBL local ou d'une entreprise privée.

### **5.4.1 Étude de caractérisation et sensibilisation**

La politique nationale de GMR 2011-2015 stipule que les municipalités ont la responsabilité de planifier la GMR des ICI présents sur leurs territoires, travail qui doit être fait au niveau du PGMR. Or, toute planification passe essentiellement par l'élaboration d'un état des lieux. La maîtrise de la GMR faite par les ICI au niveau du territoire d'une municipalité est une étape incontournable qui va déboucher sur les mesures appropriées sur le plan régional. Ainsi, les municipalités doivent orienter leurs interventions auprès du secteur des ICI suite à la réalisation d'une étude de caractérisation de ce secteur. La MRC de Pierre-de-Saurel est un exemple de municipalité qui a planifié la réalisation d'une caractérisation du secteur ICI dans le cadre de son nouveau PGMR.

Pour ce qui est des actions de sensibilisations, elles constituent une étape préalable et d'accompagnement de toute action municipale envisagée envers les ICI. À côté des actions proposées pour les programmes gouvernementaux, la municipalité peut envisager ce qui suit :

- ✓ Concevoir une boîte à outils de sensibilisation sur la base de ceux produits par Recyc-Québec et la diffusion de cette boîte à travers le portail internet de la municipalité ;
- ✓ Consacrer une page web pour la GMR par les ICI, cette page peut contenir les services offerts par la ville aux ICI, la boîte à outils précitée, la présentation des programmes du gouvernement, une liste des ressources utiles pour la GRMR par les ICI, les débouchés régionaux pour les différents types de MR notamment les RDD. Le portail internet de la ville de Gatineau constitue un exemple de ce type d'action ;
- ✓ La municipalité peut envisager des actions de sensibilisation visant des sous-secteurs particuliers afin de tenir compte de leurs particularités et de valoriser les opportunités qui s'offrent à eux. Cette sensibilisation prévoit ainsi la proposition des débouchés gratuits ou même rémunérateurs pour les ICI concernés. À titre d'exemple, il importe de citer la

sensibilisation du sous-secteur de la restauration pour la mise en valeur des huiles usagées et la sensibilisation du secteur bureautique et écolier pour la mise en valeur du papier.

En effet, les écoles représentent, un cas particulier concernant l'aspect de sensibilisation. Ces dernières constituent la cible appropriée pour les actions de sensibilisation visant un changement de comportement. En plus de favoriser la GRMR par les écoles, la sensibilisation et l'appui à ces dernières à l'adoption d'une saine GMR permettent de toucher un large public qui dispose d'une forte influence sur le comportement familial et communautaire.

#### **5.4.2 L'appui-conseil**

Suite à leur engagement dans les différentes stratégies et politiques environnementales, les municipalités du Québec ont connu durant les dernières années un développement au niveau de l'organigramme. En effet, les services environnementaux qui faisaient souvent partie d'un autre service municipal tel que celui de l'urbanisme se sont développés en services indépendants avec une équipe plus importante représentée par des professionnels spécialisés en environnement et en développement durable.

À cet égard, plusieurs municipalités peuvent disposer de la possibilité d'offrir un service d'appui-conseil aux ICI par le biais de l'attribution de cette mission à un conseiller en environnement. Cet appui-conseil peut toucher à l'ensemble des aspects de GMR par les ICI y compris les programmes de gouvernement précités.

#### **5.4.3 L'intégration des petits ICI à la collecte municipale**

Avec les objectifs de la politique nationale de GMR, en particulier, l'abolition de l'enfouissement du papier/carton, du bois et de la matière organique, les ICI n'auront d'autre choix que la récupération de ces matières. Or, si les ICI de moyenne et de grande taille génèrent des quantités de MR suffisantes et disposent du financement nécessaire à l'implantation d'un système de récupération, les petits ICI ne disposent pas de cette possibilité. L'intégration des petits ICI au niveau de la collecte municipale s'avère une mesure importante pour garantir l'atteinte des objectifs précités.

Les municipalités peuvent également opter pour l'accompagnement de l'ensemble des petits ICI pour recourir au service d'un récupérateur privé.

Le coût d'intégration des ICI à la collecte municipale peut différer d'une municipalité à une autre. Cette différence se justifie par plusieurs facteurs tels que la proximité des structures de traitement et des lieux d'enfouissement et/ou le nombre et la taille des ICI. Les municipalités peuvent réaliser

des études afin d'évaluer la rentabilité de l'intégration des ICI, particulièrement ceux de petite taille, à la collecte municipale.

Vu l'importance de la GRMR par les écoles expliquée précédemment, ces dernières présentent une priorité quant à leur intégration dans le cadre de la collecte municipale.

Les municipalités peuvent mener des projets pilotes de collecte sélective municipale en préparation à une collecte générale.

#### **5.4.4 L'encadrement de la GMR des ICI à travers la réglementation**

Les municipalités peuvent adopter des règlements visant l'organisation de la GMR par les ICI à condition que ces règlements concordent avec la législation provinciale en vigueur. D'ailleurs, plusieurs municipalités québécoises ont adopté des règlements obligeant les ICI à mettre en place un système de récupération des matières recyclables. À titre d'exemple *le Règlement sur le civisme, le respect et la propreté* de la ville de Montréal peut être cité. Ce règlement prévoit même des amendes en cas de récidive.

L'atteinte des objectifs de la politique de GMR serait « sans doute » appuyée par l'adoption de règlements interdisant l'enfouissement du papier/carton, du bois et des MO. Les municipalités seraient ainsi amenées à traduire cet engagement juridique provincial à l'échelle régionale par l'adoption de règlements municipaux et surtout la sensibilisation des ICI au respect de la réglementation prévue.

#### **5.4.5 La reconnaissance des efforts consentis par les ICI pour la GRMR**

C'est à travers les actions de promotion du programme *ICI on recycle* présentées au paragraphe 5.3.1 que les municipalités peuvent souligner les efforts investis par les ICI pour la saine GMR. Cette contribution municipale permet de favoriser la visibilité des ICI performants en GMR et incite par la suite d'autres ICI à participer au programme de reconnaissance national.

## 5.5 Sources de financement pour les projets de GMR au niveau des ICI

La réalisation de la présente étude a permis d'identifier des sources de financements disponibles à l'échelle nationale au service des porteurs de projets de GMR par les ICI. Ces sources de financement sont récapitulées dans ce qui suit.

### 5.5.1 Le financement offert par Recyc-Québec dans le cadre du programme performance ICI

Doté d'un budget de 10 M\$, ce programme offre un financement en deux volets lesquels sont repris dans le tableau suivant

**Tableau 5.2 : Dépenses admises dans le cadre des deux volets du programme *Performances des ICI*** (adapté de Recyc-Québec, 2012d)

Volet	Contenu	Dépenses admises
1	Bilan et amélioration de la performance en GMR	Les honoraires du consultant pour ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"><li>✓ Études préalables à l'implantation d'un programme de gestion des matières résiduelles : diagnostic (bilan) de la gestion actuelle, caractérisation des matières résiduelles et analyse des données;</li><li>✓ Activités de préparation et de mise en œuvre d'un PGMR; Élaboration d'un programme de suivi de la performance et d'amélioration continue ;</li><li>✓ Activités de formation et de sensibilisation des employés lors de la première année à l'égard du programme de gestion des matières résiduelles;</li><li>✓ Montage d'un dossier de candidature pour l'atteinte du niveau 3 – Performance du programme.</li></ul>
2	Acquisition d'équipements de GMR	L'acquisition des équipements suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>✓ Îlots multimatières de récupération de deux à quatre compartiments;</li><li>✓ Bacs roulants extérieurs de 80 à 1 100 litres et conteneurs de 2 à 402 verges cubes;</li><li>✓ Équipements de conditionnement de la matière en vue de son recyclage (broyeur, compacteur, presse à carton, tritrateur, centrifugeuse, etc.);</li><li>✓ Équipements de recyclage de la matière organique par compostage.</li></ul>

Le financement accordé à un ICI est sous forme d'une subvention non remboursable. La valeur maximale de cette subvention est de l'ordre de 7 000 \$ pour le premier volet. Pour le deuxième volet, la subvention est de 5 000 \$ lorsqu'il s'agit d'acquisition de contenants tandis qu'elle peut atteindre 20 000 \$ dans le cas de l'installation d'un équipement.

Lorsque la demande de subvention concerne plusieurs ICI la valeur maximale du financement est de l'ordre de 400 000 \$ partagée équitablement entre le traitement de la MO et celle du reste des matières recyclables (Recyc-Québec, 2012d).

### **5.5.2 Le financement offert par la TRHF**

Le financement de la TRHF s'adresse aux municipalités qui désirent desservir les bars, les restaurants et les hôtels par la collecte sélective municipale. L'attribution de ce financement est conditionnée par la récupération du plastique, verre, métal et fibres des commerces visés par le service municipal.

Suite à la présentation d'une liste des noms et des adresses des commerces à desservir, la municipalité se fait rembourser un montant maximal de 300 \$ par établissement. Ces frais remboursés à la municipalité correspondent à l'achat de bacs roulant de 360 l (TRHF, 2010b).

### **5.5.3 Le financement du fonds municipal vert (FMV)**

Mis en place depuis l'an 2000, le FMV a été alimenté par 550 M\$ de la part du gouvernement fédéral. Géré par la fédération canadienne des municipalités (FCM), le FMV propose aux municipalités et leurs partenaires un financement touchant cinq axes d'intervention municipale dont la GMR (FCM, 2012).

Les projets éligibles au financement du FMV s'inscrivent dans le cadre de trois types d'interventions à savoir (FCM, 2012) :

- ✓ L'élaboration de plan
- ✓ La réalisation d'études de faisabilité et d'essai de terrain
- ✓ La mise en œuvre de projets d'immobilisations. L'aide financière accordée pour ce troisième volet est sous forme de prêts avec un taux inférieur à ceux du marché

À titre d'exemple la MRC de Rivière-du-Loup a bénéficié d'une subvention de l'ordre de 13 070 \$ pour la réalisation d'une étude de faisabilité sur la gestion des matières organiques tandis que la MRC de la Haute-Yamaska s'est vue attribuer un financement de l'ordre de 440 704 \$ pour son projet d'implantation de deux écocentres (FCM, 2012).

#### **5.5.4 Le fonds Éco IGA**

Crée en 2008 par les magasins IGA, ce fonds offre chaque année un financement aux municipalités, aux organismes environnementaux et aux établissements scolaires pour la réalisation de projets environnementaux. Permettant le financement de 500 projets depuis sa création, le fonds a été doté de 6 M\$ pour la subvention des projets soumis en 2013 (Jour de la terre, 2013).



## CONCLUSION

L'analyse du bilan de la GMR au Québec révèle que le secteur des ICI est celui qui génère le plus de MR avec une contribution de l'ordre de 41 %. Avec l'objectif de mise en valeur de 60 % des MO qui a été fixé pour l'an 2015, la gestion de ces matières représente le grand défi de la GMR au Québec sachant qu'elles représentent 41 % des matières éliminées. Le secteur des ICI est le premier concerné par ce défi puisqu'il produit 54 % des MO générées au Québec face à un taux de valorisation qui ne dépasse pas les 21 %. Le même secteur contribue par 56 % du papier-carton et 32 % du bois généré au Québec. Le plan d'action 2011-2015 de la politique de GMR au Québec prévoit de bannir l'enfouissement de ces deux matières, respectivement, en 2013 et 2014. Ces résultats démontrent que l'atteinte des objectifs de la politique de GMR au Québec dépend grandement de la GRMR par le secteur des ICI.

Dans le but de favoriser la GRMR par les ICI, le gouvernement du Québec prévoit dans le cadre sa politique de GMR plusieurs stratégies. Ces dernières se rapportent particulièrement au programme de responsabilité élargie des producteurs, au soutien à la planification communale et à la mise en place des trois programmes *ICI on recycle*, *Performances des ICI* et le programme de la TRHF.

En ce qui concerne la considération du secteur des ICI dans le cadre de la planification municipale de la GMR, le manque d'orientations stratégiques nationales dans ce sens a conduit à des grandes variations concernant la prise en compte de ce secteur à l'échelle des PGMR d'une municipalité à une autre. Dans le même cadre, il importe de souligner que la performance municipale en GMR ne considère pas le secteur des ICI et c'est ainsi que la redistribution des redevances pour l'élimination, aux municipalités, s'effectue sur la base de leur performance de GMR résidentielles. Ceci ne favorise pas l'implication municipale pour l'appui et l'accompagnement des ICI à la GRMR.

Les deux programmes *ICI on recycle* et *Performances des ICI* sont deux programmes complémentaires qui proposent aux ICI un appui financier important pour l'implantation d'une saine GMR et l'acquisition d'une reconnaissance nationale dans ce sens. Cependant, le service offert par ces deux programmes nécessite, souvent, l'intervention d'organismes relais pour en assurer la réussite. Le rôle de cet organisme intermédiaire est plus important lorsqu'il s'agit de petits et moyens ICI. Les municipalités sont bien placées pour jouer ce rôle et rapprocher les services offerts par les deux programmes de Recyc-Québec aux ICI.

Le programme de la TRHF offre un financement spécial pour les municipalités afin d'appuyer la GRMR par le sous-secteur des restaurants, bars et hôtels. Toutefois, ce volet de la TRHF n'a pas été concrétisé et nécessite une mobilisation nationale des municipalités dans ce sens.

En tant que responsable de la gestion du territoire, certaines municipalités du Québec ont mené des actions en faveur de la GRMR par les ICI. Ces actions se rapportent à l'intégration des ICI dans les services de la collecte municipale, à la promotion des programmes de Recyc-Québec et l'accompagnement des ICI pour en bénéficier, à la production et la publication de ressources utiles au profit des ICI, à l'adoption de réglementation favorisant la GRMR par les ICI et à la mise en œuvre de projets pilotes avec des sous-secteurs particuliers tels que les écoles ou les restaurants. En fonction du niveau d'engagement de la municipalité et de sa capacité d'intervention, son intervention est faite soit directement auprès des ICI, à travers ses services internes, soit à travers le recours aux services d'un OSBL local ou d'une entreprise privée. Ces mesures d'appui municipal relevées à l'échelle des municipalités du Québec ne diffèrent pas vraiment de celles identifiées au niveau des expériences internationales étudiées. Cependant, il importe de souligner que les expériences européennes révèlent que la gestion municipale des MR inclut les petits ICI dont les générations sont semblables à celles des ménages.

Ainsi, les mesures d'appui municipal aux ICI qui ont été formulées au niveau du guide se rapportent principalement à la promotion des deux programmes *ICI on recycle* et *Performances des ICI*, à l'accompagnement des ICI pour bénéficier de ces programmes et à la concrétisation des actions proposées par la TRHF. D'autres mesures ont été également recommandées aux municipalités dans le guide à savoir l'intégration des ICI à la collecte municipale ou leur appui pour le recours à un récupérateur privé, la réalisation d'études pour assurer une planification appropriée qui tient compte des réalités régionales, la sensibilisation et l'appui-conseil des ICI ainsi que la réglementation en faveur de la GRMR.

Enfin, outre le financement offert par le programme *Performances des ICI* et celui de la TRHF, d'autres financements pour les projets de GMR au niveau des ICI ont été identifiés. Il s'agit du financement du fonds municipal vert et du fonds Éco IGA.

## RÉFÉRENCES

- Bergeron, J. (2012). La MRC de Pierre-De Saurel, fière de son programme ICI on récupère. *In* SaurelTracy. *Nouvelles*. <http://www.soreltracy.com/2012/nov/18n.html> (Page consultée le 20 mars 2013).
- Bergeron, S. (2013). Discussion au sujet du programme de la TRHF. Communication orale. *Entrevue téléphonique menée par Bouchra Bzioui avec Sophie Bergeron, responsable de communication à la TRHF. Le 20 mars 2013.*
- Bruxelles-propreté (2013). Trois axes d'action. *In* Bruxelles-propreté. *Nos services*. <http://www.bruxelles-proprete.be/Content/html/services/troisaxesdaction.asp> (Page consultée le 16 mars 2013).
- CDEVr (2012). ICI on va plus loin. *In* CDEVr. *Nos services*. <http://www.cdevr.ca/fr/IciOnVaPlusLoin.aspx> (Page consultée le 08 mars 2013).
- Charron, S. (2012). La gestion responsable des matières résiduelles dans les ICI. *In* Association des industries de produits de vitrerie et de fenestration du Québec. *CONGRÉ AIPVFQ*. <http://www.aipvfq.qc.ca/down/48267.pdf> (Page consultée le 10 novembre 2012).
- Charron, S. (2013). Discussion au sujet du programme Performances des ICI. Communication orale. *Entrevue menée par Bouchra Bzioui avec Sabrina Charron, agente de recherche et de planification à Recyc-Québec, 20 mars 2013, salle réunion, bureaux de Recyc-Québec.*
- Commission européenne (2013). En 2011, 40% des déchets municipaux traités ont été recyclés ou compostés, contre 27% en 2001. *In* eurostat. *Environnement*. [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY\\_PUBLIC/8-04032013-BP/FR/8-04032013-BP-FR.PDF](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/8-04032013-BP/FR/8-04032013-BP-FR.PDF). (Page consultée le 15 décembre 2012).
- Communauté métropolitaine de Montréal (2006). Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles. *In* Communauté métropolitaine de Montréal. *Planification de la GMR*. [http://cmm.qc.ca/fileadmin/user\\_upload/documents/pmgmr\\_2006.pdf](http://cmm.qc.ca/fileadmin/user_upload/documents/pmgmr_2006.pdf) (Page consultée le 12 janvier 2013).
- Communauté métropolitaine de Québec (2004). Communauté métropolitaine de Québec Rive-Nord Plan de gestion des matières résiduelles. *In* ville de Québec, *Publications*. [http://www.ville.quebec.qc.ca/publications/docs\\_ville/pgmr\\_1\\_3.pdf](http://www.ville.quebec.qc.ca/publications/docs_ville/pgmr_1_3.pdf) (Page consultée le 02 février 2013).
- Éco-quartier Peter-McGill (2009). Projets divers. *In* Éco-quartier Peter-McGill. *Projets*. [http://www.eco-quartierpm.org/projets\\_divers.html](http://www.eco-quartierpm.org/projets_divers.html) (Page consultée le 12 mars 2013).
- État de Genève (2009). Plan de gestion des déchets du canton de Genève 2009-2012. *In* État de Genève. *État de Genève*. [http://etat.geneve.ch/dt/SilverpeasWebFileServer/PGD-09-basse-def\\_avec\\_rectificatif.pdf?ComponentId=kmelia104&SourceFile=1331823604936.pdf&MimeType=application/pdf&Directory=Attachment/Images/](http://etat.geneve.ch/dt/SilverpeasWebFileServer/PGD-09-basse-def_avec_rectificatif.pdf?ComponentId=kmelia104&SourceFile=1331823604936.pdf&MimeType=application/pdf&Directory=Attachment/Images/) (Page consultée le 28 mars 2013).
- FCM (2013). Fonds municipal vert. *In* fédération canadiennes des municipalités. *Programmes*. [http://www.fcm.ca/accueil/programmes/fonds-municipal-vert/ce-que-nous-finan%C3%A7ons.htm?utm\\_source=GMFhome&utm\\_medium=banner&utm\\_campaign=Fund ingFR](http://www.fcm.ca/accueil/programmes/fonds-municipal-vert/ce-que-nous-finan%C3%A7ons.htm?utm_source=GMFhome&utm_medium=banner&utm_campaign=Fund ingFR) (Page consultée le 10 avril 2013).

- Gouvernement du Québec (2011). Politique québécoise de gestion des matières résiduelle : plan d'action 2011-2015. In MDDEP. *Matières résiduelles*.  
<http://www.mddep.gouv.qc.ca/matieres/pgmr/presentation.pdf> (Page consultée le 28 novembre 2012).
- IBGE (2010). Plan de prévention et de gestion des déchets. In IBGE. *Centre de documentation*.  
[http://documentation.bruxellesenvironnement.be/documents/PlandechetsFR\\_2.PDF](http://documentation.bruxellesenvironnement.be/documents/PlandechetsFR_2.PDF) (Page consultée le 16 mars 2013).
- IBGE (2012). Documents et formulaires relatifs au label Entreprise écodynamique. In IBGE. *Formulaires*.  
<http://www.bruxellesenvironnement.be/Templates/professionnels/informer.aspx?id=32300>  
 (Page consultée le 18 mars 2013).
- IBGE (2012). Évaluation intermédiaire du 4ème plan déchets. In IBGE. *Centre de documentation*.  
[http://documentation.bruxellesenvironnement.be/documents/PlanDechets\\_Evaluation\\_Int\\_FR\\_Final.PDF](http://documentation.bruxellesenvironnement.be/documents/PlanDechets_Evaluation_Int_FR_Final.PDF) (Page consultée le 18 mars 2013).
- Institut bruxellois de statistique et d'analyse (2011). Études et statistiques. In Bruxelles. *À propos de la Région de Bruxelles*. <http://www.bruxelles.irisnet.be/a-propos-de-la-region/etudes-et-statistiques> (Page consultée le 15 mars 2013).
- Lavoie, A. (2012). Planification régionale de la gestion des matières résiduelles. In Fédération québécoise des municipalités. *Fédération québécoise des municipalités*.  
[www.fqm.ca/index.php/.../54\\_2c804a8c1e1aff1511b44689bc32ff9b.html](http://www.fqm.ca/index.php/.../54_2c804a8c1e1aff1511b44689bc32ff9b.html) (Page consultée le 16 novembre 2012).
- Loi sur la qualité de l'environnement L.R.Q., c. Q-2.*
- Loi sur les compétences municipales L.R.Q., C-47.1.*
- Loriot, C. (2011). Bilan 2010 gestion des matières résiduelles. In ville de Gatineau. *Matières résiduelles*.  
[http://www.gatineau.ca/docs/environnement/matieres\\_residuelles/plan\\_gestion\\_matieres\\_residuelles/bilan\\_2010.pdf](http://www.gatineau.ca/docs/environnement/matieres_residuelles/plan_gestion_matieres_residuelles/bilan_2010.pdf) (Page consultée le 29 février 2013).
- Loriot, C. (2012). Bilan 2011 gestion des matières résiduelles. In ville de Gatineau. *Matières résiduelles*.  
[http://www.gatineau.ca/docs/environnement/matieres\\_residuelles/plan\\_gestion\\_matieres\\_residuelles/bilan\\_2011.pdf](http://www.gatineau.ca/docs/environnement/matieres_residuelles/plan_gestion_matieres_residuelles/bilan_2011.pdf) (Page consultée le 29 février 2013).
- MAMROT (2013). Développement durable. In MAMROT. *Grands dossiers*.  
<http://www.mamrot.gouv.qc.ca/grands-dossiers/developpement-durable/> (Page consultée le 08 avril 2013).
- MDDEP (2002). Politique de gestion des matières résiduelles 1998-2008. In MDDEP - Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. *Matières résiduelles*.  
<http://www.mddep.gouv.qc.ca/matieres/politique1998-2008/parties1-4.htm#1-contexte> (page consultée le 15 novembre 2012).
- MDDEP (2012). Redevances à l'élimination des matières résiduelles. In MDDEP. *Matières résiduelles*. <http://www.mddep.gouv.qc.ca/matieres/redevances/#programme> (Page consultée le 05 mars 2013).

- Ménard, K. (2010). La gestion des matières résiduelles au Québec : bilan et perspectives. *In* Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets. *Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets*. [http://www.fcqged.org/pdf/Presentation\\_pol\\_10\\_15\\_UdeM.pdf](http://www.fcqged.org/pdf/Presentation_pol_10_15_UdeM.pdf) (Page consultée le 20 novembre 2012).
- Morneau, L. (2013). Discussion au sujet du programme ICI on recycle. Communication orale. *Entrevue menée par Bouchra Bzioui avec Luc Morneau, agent de développement industriel à Recyc-Québec, 20 mars 2013, salle réunion, bureaux de Recyc-Québec.*
- MRC d'Arthabaska (2005). Plan de Gestion des matières résiduelles de la MRC d'Arthabaska. *In* Recyc-Québec. *PGMR*. [http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/prorecyc/docs/PGMR/Arthabaska/Arthabaska\\_som.pdf](http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/prorecyc/docs/PGMR/Arthabaska/Arthabaska_som.pdf) (Page consultée le 02 mars 2013).
- MRC de Pierre-de-Saurel (2010). Programme ICI on récupère. *In* MRC Pierre-de-Saurel. *Services aux citoyens*. [http://www.mrcpierredesaurel.com/Info-collectes%20-%20Industries,%20commerces%20et%20institutions#Programme ici](http://www.mrcpierredesaurel.com/Info-collectes%20-%20Industries,%20commerces%20et%20institutions#Programme%20ici) (Page consultée le 26 février 2013).
- MRC de Pierre-de-Saurel (2012). Projet de plan de gestion des matières résiduelles 2014-2018. *In* MRC de Pierre- de- Saurel. *Services aux citoyens*. [http://www.mrcpierredesaurel.com/upload/images/d-services-citoyens/d-info-collectes2/projet\\_pgmr.pdf](http://www.mrcpierredesaurel.com/upload/images/d-services-citoyens/d-info-collectes2/projet_pgmr.pdf) (Page consultée le 26 février 2013).
- MRC de Pierre-de-Saurel (2012). Projet de plan de gestion des matières résiduelles 2014-2018. *In* MRC de Pierre-de-Saurel. *Services citoyens*. [http://www.mrcpierredesaurel.com/upload/images/d-services-citoyens/d-info-collectes2/projet\\_pgmr.pdf](http://www.mrcpierredesaurel.com/upload/images/d-services-citoyens/d-info-collectes2/projet_pgmr.pdf) (Page consultée le 04 mars 2013).
- MRC de Rivière-du-Loup (2010). Bilan 2003-2008 plan de gestion des matières résiduelles MRC Rivière-du-Loup. *In* MRC de Rivière-du-Loup. *Environnement et gestion des matières résiduelles*. [http://riviereduloup.ca/documents/pdf/MRC/2012/bilan\\_pgmr\\_2003-2008.pdf](http://riviereduloup.ca/documents/pdf/MRC/2012/bilan_pgmr_2003-2008.pdf) (Page consultée le 25 février 2013).
- Olivier, M. (2010). *Matières résiduelles et 3RV-E*. 3e édition, Québec, Les productions Jacques Bernier, 308 p.
- Plourde, K. (2012). La saine gestion des matières résiduelles de la Ville de Rivière-du-Loup génère 275 000 \$ en 2011. *In* Ville de Rivière-du-Loup. *Ville de Rivière-du-Loup*. [www.ville.riviere-du-loup.qc.ca/view.php?what=document&id=1850](http://www.ville.riviere-du-loup.qc.ca/view.php?what=document&id=1850) (Page consultée le 20 février 2013).
- RCG (2012). Statistiques cantonales. *In* RCG. *Économie*. <http://www.ge.ch/statistique/domaines/welcome.asp?domaine=00> (Page consultée le 22 mars 2013).
- Recyc-Québec (2007). Les avantages d'une saine gestion des matières résiduelles. *In* Recyc-Québec. *Gérer les matières résiduelles au travail*. <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/Client/fr/gerer/travail/dechet-boulot/avantage.html> (Page consultée le 10 avril 2013).

- Recyc-Québec (2009). Bilan 2008 de la gestion des matières résiduelles au Québec. *In* Recyc-Québec. *Publications*. <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/Upload/Publications/MICI/Rendez-vous2009/Bilan2008.pdf> (page consultée le 25 novembre 2012).
- Recyc-Québec (2012a). Bilan de la gestion des matières résiduelles au Québec 2010-2011. *In* Recyc-Québec. *Publications*. <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/Upload/Publications/Bilan%202010-2011%20GMR%20Final.pdf> (Page consultée le 05 janvier 2013).
- Recyc-Québec (2012b). Qui somme nous ?. *In* Recyc-Québec. *Qui somme nous*. <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/client/fr/accueil.asp#> (Page consultée le 02 janvier 2013).
- Recyc-Québec (2012c). Ici on recycle. *In* Recyc-Québec. *Ici on recycle*. <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/client/fr/programmes-services/prog-reconnaissance/ici.asp> (Page consultée le 05 mars 2013).
- Recyc-Québec (2012d). Performances des ICI. *In* Recyc-Québec. *Programmes d'aides financières*. <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/client/fr/programmes-services/programmes.asp> (Page consultée le 20 mars 2013).
- Recyc-Québec (2012e). Gérer les matières résiduelles dans les municipalités. *In* Recyc-Québec. *Gérer les matières résiduelles*. <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/Client/fr/gerer/municipalites/FicheRDL.asp> (Page consultée le 20 février 2013).
- Recyc-Québec (2013). Ici on recycle. *In* Recyc-Québec. *Ici on recycle*. <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/client/fr/programmes-services/prog-reconnaissance/ici.asp> (Page consultée le 30 mars 2013).
- Région de Bruxelles (2013). Les compétences régionales. *In* Bruxelles. *À propos de la Région de Bruxelles*. <http://www.bruxelles.irisnet.be/a-propos-de-la-region/les-competences-regionales> (Page consultée le 15 mars 2013).
- Règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises R.R.Q., r. 40.1.*
- Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination des matières résiduelles. R.R.Q., Q-2, r. 43.*
- Regroupement des éco-quartier (2010). Toujours aussi pertinent - Le programme Éco-quartier fête ses 15 ans. *In* CNW. *CNW*. <http://www.newswire.ca/fr/story/595683/toujours-aussi-pertinent-le-programme-eco-quartier-fete-ses-15-ans> (Page consultée le 12 mars 2013).
- Regroupement des éco-quartier (2012). Le programme éco-quartier. *In* regroupement des éco-quartiers. *Éco-quartier*. <http://www.eco-quartiers.org/ecoquartier> (Page consultée le 12 mars 2013).
- Service de géologie, sol et déchets (2010). Vos papiers SVP. *In* État de Genève. *Vos papiers SVP*. [http://www.geneve.ch/vospapierssvp/pages/01/01\\_operation.html](http://www.geneve.ch/vospapierssvp/pages/01/01_operation.html) (Page consultée le 24 mars 2013).

- Shirley, S. (2011a). Pierre Arcand annonce 70 M \$ et crée un comité aviseur pour soutenir la Politique de gestion des matières résiduelles. In MDDEP. *Communiqué de Presse*, 1836, 15 mars. <http://www.mddep.gouv.qc.ca/infuseur/communiquer.asp?no=1836> (Page consultée le 20 novembre 2012).
- Shirley, S. (2011b). Responsabilité élargie des producteurs - adoption du règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises. In MDDEP. *Communiqué de Presse*, 1888, 11 juin. <http://www.mddep.gouv.qc.ca/infuseur/communiquer.asp?no=1888> (Page consultée le 28 novembre 2012).
- TRHF (2010a). Volet I Programme de récupération hors foyer des matières recyclables Aires publiques municipales. In TRHF. *Le programme*. <http://www.tablehorsfoyer.ca/documents/description-volet-I-phase-II.pdf> (Page consultée le 10 janvier 2013).
- TRHF (2010b). Volet II Financement de bacs roulants pour l'intégration des hôtels, bars et restaurants à la collecte sélective municipale. In TRHF. *Le programme*. [http://www.tablehorsfoyer.ca/documents/Description\\_volet\\_II\\_20\\_aout\\_2010.pdf](http://www.tablehorsfoyer.ca/documents/Description_volet_II_20_aout_2010.pdf) (Page consultée le 10 janvier 2013).
- TRHF (2012a). Aide financière pour l'implantation de la collecte des matières recyclables dans les restaurants, les bars et les hôtels desservis par des entrepreneurs privés et pour l'achat d'équipements de récupération. In TRHF. *Le programme*. <http://www.tablehorsfoyer.ca/documents/Description-Volet-III-Janvier-2012.pdf> (Page consultée le 10 janvier 2013).
- TRHF (2012b). Rapport d'activité et résultats 2008-2011. In TRHF. *Publications*. <http://www.tablehorsfoyer.ca/publications/pdf/trhf-rapport-2008-2011-vf.pdf> (Page consultée le 30 mars 2013).
- UMQ (2012). Responsabilité élargie des producteurs. In Union des municipalités du Québec. *Responsabilité élargie des producteurs*. <http://www.umq.qc.ca/nouvelles/actualite-municipale/responsabilite-elargie-des-producteurs-20-07-2012/> (Page consultée le 03 janvier 2013).
- Union européenne (2012). Directive 1999/31/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets. In europa. *Environnement*. [http://europa.eu/legislation\\_summaries/environment/waste\\_management/l21208\\_fr.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/environment/waste_management/l21208_fr.htm) (Page consultée le 15 décembre 2012).
- Ville d'Ottawa (2010a). Programme des sacs jaunes. In ville d'Ottawa. *Ville d'Ottawa*. <http://ottawa.ca/fr/la-collecte-des-ordures-pour-les-petites-entreprises> (Page consultée le 12 décembre 2012).
- Ville d'Ottawa (2010b). Comment fonctionne le programme de bac vert?. In ville d'Ottawa. *Résidents*. <http://ottawa.ca/fr/residents/dechets-et-recyclage/programme-de-bac-vert/comment-fonctionne-le-programme-de-bac-vert> (Page consultée le 12 décembre 2012).
- Ville d'Ottawa (2012). Gérer les déchets d'Ottawa. In ville d'Ottawa. *Environnement*. <http://ottawa.ca/fr/hotel-de-ville/consultations-publiques/environnement/le-plan-de-gestion-des-dechets-dottawa-sur-30> (Page consultée le 10 décembre 2012).

- Ville de Gatineau (2005). Plan de Gestion des matières résiduelles de la ville de Gatineau. *In* Recyc-Québec. *PGMR*. <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/prorecyc/docs/PGMR/Gatineau/Gatineau.pdf> (Page consultée le 22 février 2013).
- Ville de Gatineau (2013). Services offerts par la Ville de Gatineau aux établissements scolaires. *In* Ville de Gatineau. *Ressources-établissements scolaires*. [http://www.gatineau.ca/page.asp?p=environnement/matieres\\_residuelles/etablissements\\_scolaires](http://www.gatineau.ca/page.asp?p=environnement/matieres_residuelles/etablissements_scolaires) (Page consultée le 30 février 2013).
- Ville de Laval (2012). Projet de plan de gestion des matières résiduelles 2012-2017. *In* Ville de Laval. *Environnement*. [http://www.ville.laval.qc.ca/wlav2/docs/folders/portail/fr/environnement/plan\\_gestion\\_matiere\\_residuelles/documents/plan\\_gestion\\_matiere\\_residuelles\\_vol\\_4\\_plan\\_opt.pdf](http://www.ville.laval.qc.ca/wlav2/docs/folders/portail/fr/environnement/plan_gestion_matiere_residuelles/documents/plan_gestion_matiere_residuelles_vol_4_plan_opt.pdf) (Page consultée le 04 mars 2013).
- Ville de Lévis (2005). Plan de gestion des matières résiduelles. *In* ville de Lévis. *Ville de Lévis*. [http://www.ville.Lévis.qc.ca/fr/Pdf/Cit\\_Mat\\_Col\\_Con\\_Ann.pdf](http://www.ville.Lévis.qc.ca/fr/Pdf/Cit_Mat_Col_Con_Ann.pdf) (Page consultée le 24 février 2013).
- Ville de Lévis (2009). Gestion des matières résiduelles à la ville de Lévis, guide d'implantation de la récupération à l'intention des ICI. *In* ville de Lévis. *Ville de Lévis*. [http://www.ville.Lévis.qc.ca/Fr/Pdf/Cit\\_Mat\\_Guide\\_ICI.pdf](http://www.ville.Lévis.qc.ca/Fr/Pdf/Cit_Mat_Guide_ICI.pdf) (Page consultée le 24 février 2013).
- Ville de Lévis (2012). Bilan 2012 : Plan de gestion des matières résiduelles. *In* ville de Lévis. *Ville de Lévis*. [http://www.ville.Lévis.qc.ca/Fr/Pdf/News/Bilan2012PGMR\(1\).pdf](http://www.ville.Lévis.qc.ca/Fr/Pdf/News/Bilan2012PGMR(1).pdf) (Page consultée le 24 février 2013).
- Ville de Rimouski (2012). Règlement sur la préparation, la collecte et la disposition des matières recyclables et résiduelles. *In* Ville de Rimouski. *Règlements et politiques*. [http://www.ville.rimouski.qc.ca/webconcepteurcontent63/000022830000/upload/citoyens/reglements/pdf/Reglement\\_5-2002\\_adm.pdf](http://www.ville.rimouski.qc.ca/webconcepteurcontent63/000022830000/upload/citoyens/reglements/pdf/Reglement_5-2002_adm.pdf) (Page consultée le 20 février 2013).
- Ville de Rivière-du-Loup (2010). Profil socioéconomique. *In* ville de Rivière-du-Loup. *Investir*. <http://www.ville.riviere-du-loup.qc.ca/index.php?pa=29> (Page consultée le 20 février 2013).
- Ville de Sherbrooke (2004). Plan de Gestion des matières résiduelles de la ville de Sherbrooke. *In* Recyc-Québec. *PGMR*. <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/prorecyc/docs/PGMR/Sherbrooke/Sherbrooke.pdf> (Page consultée le 20 février 2013).



## BIBLIOGRAPHIE

- Boisselle, N. (2011). *La récupération au Québec : diagnostic, comparaison avec la récupération en Europe et recommandations*. Mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec, 89 p.
- Mainville, S. (2010). *Plan de gestion des matières résiduelles à l'intention des gestionnaires des parcs industriels*. Mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec, 69 p.
- Recyc-Québec (2012). Plan stratégique 2012-2017 de Recyc-Québec. In Recyc-Québec. *Recyc-Québec*. [http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/Upload/RQ-35\\_Plan\\_Strategique\\_2012-2017\\_v5\\_2012-06-08.pdf](http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/Upload/RQ-35_Plan_Strategique_2012-2017_v5_2012-06-08.pdf) (Page consultée le 15 novembre 2012).
- Réseau environnement (2012). Mémoire de Réseau Environnement sur les Lignes directrices pour la planification régionale de la gestion des matières résiduelles. In réseau-environnement. *Réseau environnement*. [https://www.reseau-environnement.com/UCtrl/scripts/kcfinder/upload/files/memoire\\_Lignes\\_directrices2012.pdf](https://www.reseau-environnement.com/UCtrl/scripts/kcfinder/upload/files/memoire_Lignes_directrices2012.pdf).
- Richard, F. (2010). La gestion des matières résiduelles en milieu ICI. In boma-québec. *boma-québec*. [http://www.boma-quebec.org/data\\_source/fichiers/conference\\_boma\\_14\\_octobre\\_2010\\_v2\\_f\\_\\_richard.pdf](http://www.boma-quebec.org/data_source/fichiers/conference_boma_14_octobre_2010_v2_f__richard.pdf) (Page consultée le 28 novembre 2012).

**ANNEXE 1 : OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES  
1998-2008 EN FONCTION DU SECTEUR D'ACTIVITÉ** (Données tirées de MDDEP,  
2002)

Secteur d'activités	Objectifs de gestion des matières
<b>Municipal</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 60 % du verre, du plastique, du métal, des fibres (papiers et cartons), des résidus encombrants et des matières putrescibles (résidus verts et alimentaires);</li> <li>✓ 80 % des contenants de bière et de boissons gazeuses à remplissage unique;</li> <li>✓ 50 % des textiles;</li> <li>✓ 20 % des métaux non consignés;</li> <li>✓ 75 % des huiles, des peintures et des pesticides (résidus domestiques dangereux);</li> <li>✓ 60 % de tous les autres résidus domestiques dangereux.</li> </ul>
<b>ICI</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 70 % du plastique et des fibres (papiers et cartons), du bois et des textiles;</li> <li>✓ 95 % des métaux et du verre;</li> <li>✓ 60 % des matières putrescibles (résidus verts et alimentaires);</li> <li>✓ 85 % des pneus.</li> </ul>
<b>CRD</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 60 % de toutes les matières qui peuvent être mises en valeur.</li> </ul>

**ANNEXE 2 : OBJECTIF DU PLAN D'ACTION 2011-2015 DE LA *POLITIQUE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES* (Gouvernement du Québec, 2011)**

Objectif du plan d'action 2011-2015 de la *politique de gestion des matières résiduelles*

- Amener à 700 kg par habitant la quantité de matières résiduelles éliminées, soit une réduction de 110 kg par habitant par rapport à 2008;
- Recycler 70 % du papier, du carton, du plastique, du verre et du métal résiduels<sup>1</sup>;
- Recycler 60 % de la matière organique putrescible résiduelle;
- Recycler ou valoriser 80 % des résidus de béton, de brique et d'asphalte;
- Trier à la source ou acheminer vers un centre de tri 70 % des résidus de construction, de rénovation et de démolition du segment du bâtiment.

### ANNEXE 3 : TABLE DES MATIERES D'UN PGMR (Tirée de la LQE)

Un PGMR doit comprendre :

- une description du territoire d'application;
- la mention des municipalités locales visées par le plan et des ententes intermunicipales relatives à la gestion des matières résiduelles qui sont applicables sur la totalité ou une partie du territoire;
- le recensement des organismes et entreprises qui travaillent sur le territoire dans le domaine de la récupération, de la valorisation ou de l'élimination des matières résiduelles;
- un inventaire des matières résiduelles produites sur leur territoire, qu'elles soient d'origine domestique, industrielle, commerciale, institutionnelle ou autre, en distinguant par type de matière;
- un énoncé des orientations et des objectifs à atteindre en matière de récupération, de valorisation et d'élimination des matières résiduelles, lesquels doivent être compatibles avec la politique gouvernementale, ainsi qu'une description des services à offrir pour atteindre ces objectifs;
- un recensement des installations de récupération, de valorisation ou d'élimination présentes sur le territoire, le cas échéant la mention des nouvelles installations que nécessite l'atteinte des objectifs mentionnés ci-dessus ainsi que, s'il en est, la possibilité d'utiliser des installations situées à l'extérieur du territoire;
- une proposition de mise en œuvre du plan favorisant la participation de la population et la collaboration des organismes et entreprises travaillant dans le domaine de la gestion des matières résiduelles;
- des prévisions budgétaires et un calendrier pour la mise en œuvre du plan;
- un système de surveillance et de suivi du plan destiné à en vérifier périodiquement l'application, entre autres, le degré d'atteinte des objectifs fixés et l'efficacité des mesures de mise en œuvre du plan prises, selon le cas, par la municipalité régionale ou les municipalités locales visées par le plan.

**ANNEXE 4 : ACTIONS DU PLAN D'ACTION 2011-2015 PERMETTANT L'ENCADREMENT DE LA RÉVISION DES PGMR** (Tiré du gouvernement du Québec, 2011)

Action 24 : Publication des lignes directrices permettant d'établir un cadre de conformité pour les PGMR.

Action 27 : Informer les municipalités des moyens à leur disposition pour planifier et favoriser une meilleure gestion des ICI et CRD.

Action 28 : Redistribuer la part des redevances consentie aux municipalités en fonction de la performance territoriale.

Action 32 : S'assurer que les PGMR comprennent des mesures concrètes pour favoriser le tri des CRD du segment du bâtiment.

Action 16 : intégrer un critère de conformité des PGMR relatif à l'épandage des matières résiduelles fertilisantes.

## **ANNEXE 5 : MÉTHODE DE CALCUL DE LA SUBVENTION POUR LA PERFORMANCE MUNICIPALE** (Tirée du Gouvernement du Québec, 2012)

La formule utilisée pour calculer la subvention d'une municipalité est la suivante :

$$\text{Subvention pour la performance} = (A / B) \times C \times F$$

où

A : Population de la municipalité

B : Population du groupe

C : Subvention du groupe pour la performance

F : Facteur de rendement

F se calcule de la façon suivante :

$$F = ((E - D) / E) + 1$$

où

D : Élimination moyenne de la municipalité (concerne uniquement les matières résiduelles résidentielles)

E : Élimination moyenne du groupe (concerne uniquement les matières résiduelles résidentielles)

**ANNEXE 6 : PHOTOS D'ÎLOT RECYCLEUR ET DE COMPOSTEUR MIS EN PLACE PAR  
L'ÉCO-QUARTIER PETER-MCGILL (Tirée d'Éco-quartier Peter-McGill, 2009)**



**Photo d'îlot recycleur**



Photo de composteur communautaire